

## INTRODUCTION A L'HISTOIRE HONGROISE. II

---

### VI. — L'ÉPOQUE DE LA PRÉPONDÉRANCE DU POUVOIR ROYAL.

Avec la paix de Szatmár (1<sup>er</sup> mai 1711) commence une nouvelle époque, caractérisée par la prépondérance du pouvoir souverain, et qui se termine à l'heure où le régime des Ordres commence à se transformer dans un sens plus moderne. L'insurrection de Rákóczi, ou plutôt la sagesse de la Cour, avait bien, en principe, remis en vigueur le régime des Ordres, mais cette circonstance fut absolument incapable d'affaiblir la prépondérance du pouvoir royal dans le droit public hongrois. Au cours de leur évolution, toutes les grandes nations de l'Europe ont passé par l'ère de l'absolutisme, et ce n'est que grâce à l'absolutisme qu'elles ont réussi à former des Etats unifiés. La Hongrie, la langue et la mentalité hongroise même, dut franchir cette étape sous une dynastie étrangère qui, au lieu de se proposer le développement national du pays, ne considérait celui-ci que comme un moyen pour servir ses ambitions et créer dans ses Etats plus avancés et plus riches les instruments qui devaient assurer sa position de grande puissance. C'est ainsi que le progrès qui, après la paix de Szatmár, se manifesta en Hongrie sur tous les terrains, ne signifia pas en même temps le raffermissement de la nationalité hongroise.

Rien n'est plus caractéristique du changement survenu dans la position des Habsbourgs que la nouvelle loi de succession au trône, la *Pragmatic Sanction*, appelée à servir de base à leur situation de grande puissance en créant un lien permanent entre la Hongrie et les provinces héréditaires. La loi adoptée par la Diète de 1723 ne signifiait pas

simplement l'acceptation de la loi dynastique de l'année 1713, œuvre du dernier des Habsbourgs, Charles III, mais l'expression légale des rapports de liaison entre les plus anciens Etats de cette famille. La Diète ne déclare pas seulement que si la branche masculine de la dynastie venait à s'éteindre les filles de Charles et leurs descendants hériteraient du trône selon le droit de primogéniture, en sorte qu'elle renonce de nouveau au droit d'élire le roi tant qu'il reste en vie un seul descendant des filles de Charles III, mais elle déclare aussi que, les rois de Hongrie étant en même temps archiducs autrichiens, les provinces héréditaires et la Hongrie doivent être gouvernées « en commun », comme un tout « indivisible et inséparable ». Pour la première fois, la *Pragmaticue Sanction* établit sous forme de loi que la Hongrie et les provinces héréditaires sont liées, indépendamment de la communauté de dynastie, par des intérêts communs ou, comme elle le dit en propres termes, par les intérêts de la défense commune. Mais les rapports de l'Autriche avec la Hongrie n'étaient pas réglés par cette loi. Charles III ne permit pas aux Ordres hongrois et autrichiens de discuter ensemble cette question, bien que les Hongrois en eussent exprimé le désir. La loi déclare, il est vrai, que les souverains héréditaires doivent maintenir le régime des Ordres et se faire couronner, mais elle n'en fait pas une condition à la succession au trône, liée exclusivement à la souveraineté sur les provinces héréditaires d'Autriche, c'est-à-dire à la possession de toute la puissance dont disposait la maison de Habsbourg. Quel était le poids de cette puissance et quel avantage en pouvait résulter pour le royaume, c'est ce que les Ordres hongrois avaient appris à connaître lors de la libération du territoire.

Les nouvelles tâches que la libération de la Hongrie imposait à l'administration appelaient une nouvelle organisation gouvernementale ; celle-ci tenait bien compte, en théorie, de la situation spéciale du royaume, mais en fait elle subordonnait entièrement aux autorités de Vienne les principales manifestations de la vie de l'Etat hongrois. Entre tous les bureaux organisés au temps de Charles III, la Chancellerie royale de la Cour était l'autorité la plus

haute ; elle siégeait à Vienne et adressait au souverain les propositions qui se rapportaient aux affaires découlant des droits régaliens (nominations, dotations, recours en grâce, etc.), transmettait les rapports et propositions des autorités hongroises, auxquelles elle communiquait les décisions et ordonnances royales. C'était elle qui correspondait avec les autorités de la Cour, dont le ressort, en certaines affaires, s'étendait à tout le territoire de la monarchie, comme celui du Conseil de guerre, celui de la Chancellerie de la Cour, qui dirigeait les affaires étrangères, et celui de la Chambre aulique, qui réglait les affaires d'argent et de crédit et les affaires des mines et gérail les biens du Trésor, immensément accrus depuis la libération du pays. Le Conseil du gouverneur, fondé à Presbourg et transporté à Bude au temps de l'empereur Joseph, dirigeait toutes les affaires intérieures de la Hongrie et servait d'intermédiaire entre le roi, ou plutôt la Chancellerie, et les autorités locales, comitats et villes, chargées de l'exécution des lois et décrets, excepté dans les affaires d'argent, de douane, de colonisation et en général les affaires économiques ou intéressant les domaines du Trésor. Celles-ci continuèrent à ressortir à la Chambre hongroise instituée sous Ferdinand et qui, malgré le titre sonore de Chambre « aulique » que lui accorda Marie-Thérèse, continua comme par le passé à dépendre de la Chambre aulique de Vienne avec laquelle elle était en rapports immédiats. Etant responsables devant le roi et non devant les Ordres, toutes ces autorités ou, comme on les nommait alors, ces *dicasteria* tombèrent sous la dépendance des autorités de Vienne que le roi consultait avant de prendre une décision, dans les affaires hongroises aussi bien qu'autrichiennes. Cette dépendance prit le caractère d'une véritable institution lorsque, à l'effet d'unifier les principes gouvernementaux de la monarchie entière, Marie-Thérèse créa le Conseil d'État (*Staatsrath*), à la décision duquel étaient soumises, de quelque nature qu'elles fussent, les affaires les plus importantes de toutes les autres autorités.

Par suite des lacunes de la législation, certaines catégories d'affaires finirent par appartenir entièrement au ressort

d'autorités centrales étrangères. C'est ainsi qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, à l'époque de l'essor commercial, le rôle du Conseil de lieutenance, qui constituait en Hongrie l'autorité centrale, ne consista plus, dans les affaires économiques — dont l'importance croissait de jour en jour — qu'à se procurer auprès des autorités des comitats les informations que lui demandaient — quand ils le jugeaient bon — le Conseil économique de la Cour (*Hofkommerzienrat*), organisé en vue de diriger la politique économique de la monarchie entière, et plus tard, quand ce Conseil eut été supprimé, la Chancellerie tchéco-autrichienne de la Cour. Le conseil élaborait toutes les mesures propres à influencer essentiellement tout le développement économique du pays et les soumettait à la décision du roi par la voie du Conseil d'Etat.

Il en était exactement de même de la Transylvanie, encore séparée de la mère-patrie et qu'étaient chargés de gouverner deux bureaux dépendant de la cour de Vienne : celui de la Chancellerie transylvaine et celui du *Gubernium*. D'autres territoires n'étaient pas soumis, même pour la forme, aux autorités hongroises et dépendaient directement des bureaux de la Cour : par exemple le *Banat*, dont le repeuplement et le développement économique prenaient des proportions de plus en plus grandes et qui ne fut rattaché au pays qu'en 1778, sous Marie-Thérèse, et les marches méridionales dont nous avons parlé plus haut.

Ainsi donc le souverain lui-même, à l'aide de ces organes, dirigeait l'administration. Jouissant d'un pouvoir absolu, il suivait souvent ses propres vues, même quand elles divergeaient de celles de ses conseillers. C'est en vain qu'aux Diètes les Ordres protestaient contre ce gouvernement exclusivement royal et déposaient des projets de loi insistant sur l'indépendance du pays ; pour mettre fin à cet état de choses, ils ne disposaient d'aucune puissance effective.

Rien peut-être ne montre mieux en quelle dépendance se trouvait le royaume, que les mesures qui furent prises dans l'intérêt de la défense nationale. Sur les instances de la Cour, la Diète de 1715 décida la création d'une armée permanente, les troupes fournies par la levée des nobles en

cas de guerre n'étant comparables aux troupes mercenaires permanentes ni pour l'équipement ni pour la formation militaire. Malgré leur valeur problématique, les devoirs militaires de la noblesse furent maintenus. Pour assurer l'entretien de la nouvelle armée, on projeta un nouvel impôt qui pesait sur les serfs. Aucune autre mesure ne fut prise, et c'est ainsi que les régiments hongrois formèrent une partie de l'armée impériale et royale avec l'allemand comme langue de commandement, et qu'ils dépendirent exclusivement du Conseil de guerre de Vienne bien que, d'après la loi, le Palatin (*nádor*) eût dû être le commandant en chef de l'armée hongroise. Les Ordres exprimèrent fréquemment le vœu de voir des gentilshommes hongrois parvenir aux hautes charges militaires, mais la dynastie étrangère n'avait pas confiance en la noblesse hongroise et les cadres furent remplis par des Allemands, des Croates et d'autres Slaves, avec un très petit nombre de Hongrois. Que les affaires étrangères fussent réglées exclusivement à Vienne, c'est ce que les Ordres eux-mêmes trouvaient parfaitement naturel ; ils se contentaient de demander — en vain, cela va sans dire — à être admis dans la Chancellerie d'État, qui s'occupait de ces questions.

Ces dédains n'ébranlèrent même pas les Ordres hongrois dans leur fidélité à la dynastie ; lorsque le trône de Marie-Thérèse fut menacé de tout côté par l'ennemi et que la dynastie se trouva dans le plus grand péril, ils remplirent consciencieusement les obligations qu'ils avaient assumées dans la Pragmatique Sanction. La Diète de Presbourg de 1741 et les événements qui la suivirent furent d'éclatants témoignages des loyaux sentiments des Hongrois. Les régiments hongrois fournis par les aristocrates, les hussards hongrois et les pandours croates en particulier, furent pour beaucoup dans l'heureuse issue de la guerre contre les Bava-rois et les Français, bien qu'ils ne pussent remporter aucun succès particulièrement remarquable sur l'ennemi principal, le roi de Prusse Frédéric II.

L'évolution pacifique, qui n'empêchait pas les droits des Ordres d'être maintenus pour la forme, et la transformation du système absolutiste, qui atteignit de grands succès sous

la reine Marie-Thérèse, dont l'influence personnelle était des plus grandes, empêchaient une grande partie des membres des Ordres d'apercevoir la véritable portée de la politique centralisatrice de la Cour, d'autant plus que l'ancienne constitution avait à peine changé ; les aristocrates continuaient à remplir dans les Ordres les principales dignités, mais sans pouvoir exercer aucune influence sur la conduite de la grande politique. Le palatin, le grand justicier et le *personalis* portaient des titres sonores, mais ne jouaient aucun rôle politique. Le Palatin, à titre de président du Conseil de lieutenance, et le *personalis* qui dirigeait les Diètes à titre de président de la Chambre royale, devinrent des fonctionnaires du roi qui faisaient valoir dans l'intérêt de la dynastie leur influence auprès des Ordres. L'aristocratie recherchait les bonnes grâces de la cour, qui gagnait à elle ses membres en leur distribuant des titres et des biens ; elle vivait dans la résidence de la Cour, dont elle rehaussait l'éclat par ses dépenses ; elle contribua pour une large part au développement de la ville de Vienne. Grâce à ces relations constantes avec la Cour, elle l'emporta sur les autres Ordres en influence politique et en culture intellectuelle, mais elle se dénationalisa. Au commencement du xix<sup>e</sup> siècle, c'est à peine si parmi les membres des grandes familles hongroises quelques-uns savent le hongrois, et les idéals de la grande masse de la nation ne sont pas les leurs.

Le haut clergé qui, avec ses grands domaines, recouvrés par lui en entier après l'expulsion des Turcs, exerçait une importante influence politique, n'était pas moins attaché à la Cour, dont la politique en matière de religion était tout à fait conforme à ses désirs. La résolution royale de 1731 et la persécution systématique des protestants contribuèrent grandement à la victoire définitive de la contre-réforme qui fit de la religion catholique la religion d'État, et du pays le royaume de la Sainte-Vierge : *Regnum Marianum*. Il n'était permis aux protestants d'avoir des prêtres et de célébrer publiquement le service divin que dans les grandes villes, les lieux dits *inarticulés* ; ils étaient d'ailleurs soumis aux prêtres catholiques et tenus de célébrer les fêtes de l'Eglise romaine. Ils n'obtenaient aucun office ou fonction publique.

Cette situation rendit les protestants soupçonneux et sectaires, ce qui influença défavorablement la vie intellectuelle de leurs Eglises. Beaucoup plus tard, l'effet de la politique religieuse de la Cour se faisait encore sentir.

Seule la noblesse défendait le régime des Ordres avec fidélité et conviction. Elle dominait, comme elle avait fait jusqu'alors, dans la vie politique des comitats, où elle élisait ses députés à la Diète (deux par comitat) et leur donnait ses instructions, sur lesquelles ils devaient régler leur conduite vis-à-vis des propositions royales. De cette manière, c'était dans les comitats que se décidait la conduite des Ordres. Le comitat, dont la noblesse élisait dans son propre sein les officiers, était en même temps l'autorité chargée d'exécuter les lois et les ordonnances royales. Non seulement les assemblées des comitats envoyaient au roi des adresses pour protester contre les mesures qu'elles considéraient comme illégales, mais souvent même elles en différaient l'exécution. Ces adresses permettent de mesurer combien la noblesse hongroise, qui résidait continuellement sur ses terres et ne s'occupait que de les faire valoir, était arriérée dans son développement intellectuel. Avec un certain formalisme juridique, la rhétorique latine faisait toute sa culture. La lutte incessante contre un gouvernement étranger l'empêchait de s'élever à des vues politiques plus hautes et ne lui permettait pas d'apercevoir les réformes qui, dans la plus grande partie de l'Europe, s'accomplissaient dans la société. Par malheur, en luttant pour la constitution, la noblesse défendait aussi les privilèges des Ordres, qui entravaient le développement de la nation. Mais tandis qu'ailleurs la défense des droits des Ordres ne signifiait pas autre chose qu'un attentat contre l'ensemble de la nation, — en défendant la constitution hongroise la noblesse remplissait une mission importante : elle rendait de nouveau possible le développement d'un État national.

Il manquait à la Hongrie un Tiers-État qui comptât pour quelque chose, une bourgeoisie qui pût appuyer la Cour dans ses efforts centralisateurs et ses essais de réformes, qui s'étendaient à tous les domaines de la vie

publique et économique. Les bourgeois des petites villes de la Haute-Hongrie et des villes « saxonnes » de la Transylvanie ne pouvaient se comparer à la bourgeoisie citadine de l'Europe occidentale ni pour l'aisance ni pour la culture. Leur revenu, à cette époque encore, était constitué en premier lieu par la terre qu'ils possédaient sur les confins de la ville ; le commerce et l'industrie n'étaient pour eux qu'une occupation secondaire. Même pour une ville comme Sopron (Oedenburg), qui comptait pourtant au nombre des plus avancées, le bien-être matériel dépendait de la production du vin et des possibilités de placement. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, alors que par toute l'Europe, sous l'effet du mouvement capitaliste commençant, la culture économique et intellectuelle de la bourgeoisie urbaine croissait dans des proportions énormes, en Hongrie au contraire elle s'affaiblissait très nettement. Le faible rendement des mines de la Haute-Hongrie, qui commençaient à s'épuiser, puis des crises économiques dont la politique extérieure était la cause principale, enfin la politique économique de Vienne, amenèrent l'appauvrissement de la bourgeoisie urbaine. La prise de la Silésie par la Prusse et la guerre douanière ou plutôt la fermeture complète des frontières qui en fut la suite, entre la monarchie des Habsbourgs et Frédéric le Grand, la décadence, puis le partage de la Pologne, et l'acquisition de la Galicie, dont les autorités viennoises réussirent à fermer le territoire aux produits hongrois, ruinèrent le commerce du vin, jadis florissant, et de nombreuses branches du commerce de transit auxquels les bourgeois des petites villes se livraient avec leurs voisins septentrionaux. De nouveaux éléments s'introduisirent dans ces bourgs, autrefois orgueilleux de leurs privilèges, et dont la décadence économique facilita l'absorption par la population slovaque environnante. La perte de l'indépendance de la Transylvanie et le rattachement de ce pays au ressort des bureaux centraux, qui se souciaient peu des intérêts des diverses provinces et ne favorisaient que le développement économique de l'Autriche, s'accomplirent aux dépens des habitants des villes saxonnes de Transylvanie dont les relations commerciales avec les Balkans, jadis très animées, furent presque entièrement



rompues et qui virent plus d'une branche florissante de leur industrie textile tomber en décadence par suite de l'importation des produits étrangers. Les malencontreuses conventions commerciales conclues avec l'empire ottoman, qui assuraient aux sujets turcs des avantages douaniers et un traitement plus favorable et dont la situation politique extérieure empêchait la modification, car on craignait de jeter la Porte dans le camp de Frédéric le Grand, scellèrent le sort de la bourgeoisie urbaine, dont l'existence était déjà des plus difficiles. Des marchands et des entrepreneurs grecs (Koutzovalaques), serbes et arméniens émigrés des Balkans inondèrent le pays ; soit individuellement, soit groupés en grandes sociétés, ils s'emparèrent de tout le commerce, principalement sur les territoires du bas-pays naguère occupés par les Turcs et dont l'importance croissait de plus en plus, par suite de la colonisation et du développement économique. Il n'y eut pas une commune de quelque importance où ne s'établît un Grec ; quant aux domaines seigneuriaux, le rôle des marchands y était tenu par les Juifs. Il fallut de longues années pour que cet élément, étranger par l'origine et la culture, pût se sentir quelque chose de commun avec la population hongroise et devenir un facteur de l'évolution nationale.

La situation de la classe inférieure de la société féodale, celle des serfs, s'améliora quelque peu au xviii<sup>e</sup> siècle. Il est vrai que les serfs, accablés sous le poids toujours croissant des charges publiques, devaient subvenir aux dépenses de la Cour et de l'administration comme à celles de l'armée, mais, précisément pour cette raison, les souverains prenaient leur défense contre leurs maîtres, autant que le permettait le régime des Ordres, et s'efforçaient tout au moins d'établir leurs devoirs envers les seigneurs, afin de les mettre à l'abri d'exigences illégales de leur part. Les charges publiques augmentaient, et les serfs ne les supportaient qu'avec peine. A chaque Diète, le souverain devait livrer aux Ordres de violents combats afin d'élever la contribution qui servait à couvrir les dépenses militaires. Les Ordres ne consentaient pas volontiers à

imposer de nouvelles charges à leurs serfs, car ils craignaient que ceux-ci ne perdissent leur capacité de satisfaire à leurs obligations.

Mais ils s'opposaient encore plus énergiquement aux efforts de la Cour en vue de mettre fin à l'exemption d'impôts dont jouissait la noblesse, bien que l'absolutisme fût parvenu partout à ce résultat, l'une des conditions cardinales du développement de l'Etat moderne. La Diète de 1741 n'eut pas de peine, dans la situation critique où se trouvait la monarchie, et pour prix du secours offert, à faire inscrire de nouveau au nombre des lois fondamentales l'immunité fiscale de la noblesse, à laquelle celle-ci continua fort conséquemment de montrer un attachement des plus tenaces. MARIE-THÉRÈSE, qui avait mis fin dans les provinces autrichiennes à ce privilège nobiliaire, se vit contrainte, par les charges financières croissantes de la monarchie, à faire tout son possible afin d'imposer aussi la noblesse hongroise. La guerre de Sept ans, que la reine soutint pour reconquérir la Silésie, occasionna une dépense extraordinaire de 260 millions de florins, à laquelle la Hongrie ne contribua que pour 7 %. A la Diète de 1764, les Ordres ne voulurent même pas entendre parler de renoncer au plus important de leurs privilèges, et le résultat fut une nouvelle aggravation des charges supportées par les serfs, auxquelles on ajouta encore les frais de la garde noble.

L'attitude de la noblesse causa tant d'humeur à la reine que plus jamais elle ne convoqua la Diète et qu'elle agit en toute chose de sa propre autorité, mais aussi que désormais elle n'opposa plus sa bienveillance personnelle envers les Ordres hongrois aux efforts, répétés depuis plusieurs dizaines d'années, des bureaux de Vienne qui en dirigeant le développement économique de la Hongrie tenaient compte exclusivement des intérêts des provinces héréditaires.

Depuis la réorganisation politique de la monarchie des Habsbourgs, la politique économique des autorités centrales de Vienne ne perdit jamais de vue que les provinces héréditaires supportaient la majeure partie des

charges publiques de la monarchie, tandis qu'en Hongrie la classe qui aurait eu le moins de peine à supporter ces charges ne contribuait même pas pour la plus faible part à l'entretien du mécanisme de l'Etat.

Par l'attitude qu'ils observèrent dans cette question, les Ordres commirent une faute irréparable : ils fournirent un fondement à l'oppression économique qui eut, au cours des générations suivantes, une influence si nuisible sur le développement de la Hongrie. On invoquait toujours, à Vienne, l'immunité fiscale de la noblesse hongroise, sans rechercher si par ailleurs la Hongrie ne supportait pas autant de charges que le lui permettaient ses capacités. Suivant des comptes officiels de Vienne, dès le dernier tiers du règne de Marie-Thérèse la Hongrie contribuait aux dépenses de la monarchie pour 26-29 % et même, — si l'on y ajoute, selon les calculs d'un homme d'Etat autrichien contemporain, les prestations en nature, impayées, effectuées pour le compte des troupes, — pour environ 38 %, soit dans une plus grande proportion qu'après le Compromis de 1867. Mais les autorités de Vienne ne voyaient pas cela. Elles soutenaient toujours que, puisque les charges fiscales des provinces héréditaires étaient fixées par le gouvernement, tant que l'enrichissement de la Hongrie ne signifierait pas en même temps qu'elle supportait de plus grandes charges, il leur faudrait à tout prix, au besoin même aux dépens de ce pays, développer l'aisance dans les provinces héréditaires.

La seule province de la monarchie qui présentât un grand développement commercial et industriel, la Silésie, fut définitivement perdue dans la guerre de Sept Ans. Si l'on ne voulait pas livrer économiquement la monarchie aux intérêts étrangers et en faire un marché pour l'industrie prussienne, il fallait créer une nouvelle industrie au dedans des frontières. C'est dans la seconde moitié du règne de Marie-Thérèse que furent jetés les fondements de l'industrie manufacturière de la Bohême et de la Moravie ainsi que de la Basse-Autriche. Ce furent les grands seigneurs féodaux tchèques et la bourgeoisie tchéco-allemande qui, avec l'appui de la Cour, furent les fondateurs de l'industrie

manufacturière, plus tard florissante, de la Bohême. Si les grandes villes, qui constituent pour l'industrie des consommatrices de premier ordre, manquaient encore en Hongrie, certaines conditions qui dans les provinces héréditaires rendirent possible l'établissement de l'industrie, un certain degré de densité et de préparation industrielle de la population, se trouvaient aussi réalisées en Hongrie, notamment en Haute-Hongrie et en Transylvanie.

Entre 1760 et 1770, quand on croyait encore que la Cour voulait seconder en Hongrie l'industrie par les mêmes moyens qu'en Autriche, on vit se créer des fabriques, pour la plupart tondées par des aristocrates qui espéraient se concilier ainsi les bonnes grâces de la Cour. Mais comme celle-ci craignait pour l'industrie autrichienne la concurrence de ces établissements, elle réussit à les paralyser par des mesures douanières et à faire passer aux seigneurs hongrois le goût de pareilles entreprises.

Mais l'activité des bureaux de Vienne ne se bornait pas à empêcher le développement de l'industrie hongroise. Il fallait encore rendre la Hongrie commercialement dépendante des provinces héréditaires et assurer ainsi un marché à l'industrie autrichienne naissante, afin de prélever indirectement sur la Hongrie ce qu'elle ne payait pas directement en impôts. Pour fermer au commerce hongrois les marchés étrangers où il s'approvisionnait jusqu'alors, comme ceux de Leipzig et de Breslau, on mit sur tous les produits étrangers des droits de douane fort élevés, d'au moins 30 %, puis on interdit l'importation de certaines marchandises, tandis que les articles de l'industrie autrichienne ne payaient à leur entrée en Hongrie qu'un droit tout à fait insignifiant, de même que les articles étrangers qui pénétraient en Hongrie par l'intermédiaire des marchands des provinces héréditaires. L'exportation des produits hongrois bruts n'était autorisée que dans la mesure où elle ne lésait pas les intérêts autrichiens. Le bon marché des matières premières était assuré avant tout à l'industrie autrichienne et quant au blé, afin que l'agriculture autrichienne n'eût pas à redouter la concurrence des produits hongrois, moins chers, il n'était permis qu'en

temps de famine de l'exporter sur le seul marché possible, celui des provinces héréditaires. Le résultat de cette politique, poursuivie avec pertinence après le règne de Marie-Thérèse, fut qu'il y avait en Hongrie, en divers produits et matières premières, un excédent inutilisable, en même temps qu'il y régnait une pénurie d'argent. C'était en vain que les Ordres et la Chancellerie, avec le Conseil de lieutenance, dénonçaient cet état de choses et protestaient contre la politique de Vienne : on leur objectait l'immunité fiscale dont jouissait la noblesse et le bilan du commerce extérieur hongrois qui se soldait par un bénéfice annuel de 2 3 millions de florins. Les bureaux de Vienne ne connaissaient pas encore la notion de la balance de paiement, mais elle ne manquait jamais d'être défavorable. Avantager économiquement les provinces héréditaires aux dépens de la Hongrie devint, pour une bureaucratie ayant en horreur toute innovation, un dogme commode et qui, à coup sûr, nuisit au développement économique de la monarchie plus qu'il ne profita aux provinces autrichiennes, sans compter que la manière dont on choya certaines provinces contribua dans la plus grande mesure à développer les antipathies politiques.

C'est à la politique économique, qui veillait aussi au développement de l'agriculture et de la production des matières brutes, qu'il faut ramener la colonisation qui eut lieu au XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais tandis que toute la population du pays éprouvait nécessairement les effets malfaisants de la politique économique, la politique de colonisation ne fut funeste qu'à l'élément hongrois. Tandis que la première ne visait qu'à mettre la Hongrie sous la dépendance de l'Autriche, la seconde créait en Hongrie même un contrepoids à la population hongroise, afin de favoriser la réalisation constante de la politique de la Cour. Disposant d'immenses territoires, la Chambre fiscale en exclut pour ainsi dire entièrement la population hongroise, en quoi d'ailleurs elle était secondée par la répugnance bien explicable des propriétaires fonciers à laisser leurs serfs s'éloigner de leurs domaines. Ce grand mouvement de peuplement, dirigé par la Cour, qui de 1720 à 1787 porta de 31.000 à 227.000 habitants la

population du comitat de Bács-Bodrog et de 45.000 à 774.000 celle du Banat de Temesvár, s'accomplit sans utiliser la force d'expansion de la population magyare. L'accroissement de la population pendant ce laps de temps fut de plus de 200 %, mais sur ce chiffre 39 % seulement reviennent à l'élément magyar. Sur les territoires dont elles disposaient, les autorités de la Cour amenèrent en premier lieu des colons allemands dont l'immigration dura pendant tout le siècle. Comme ils jouissaient de certains privilèges depuis leur établissement dans le pays et de certains allègements en ce qui concernait les redevances seigneuriales, leur aisance s'accrut rapidement. C'est de ce temps que datent les colonies allemandes de Tolna, Baranya, ainsi que celles du comitat de Bács-Bodrog et du Banat. Sur ce dernier territoire, on établit toutes sortes de peuples, jusqu'à des Bulgares, et des Français venus de Lorraine ; ces derniers se germanisèrent peu à peu. La population hongroise se dirigea du nord et de l'est vers le bas pays, dépeuplé depuis l'invasion turque, et sa place fut bientôt occupée par les nationalités non-magyares descendues des montagnes : c'est ainsi que se forma ce large anneau que le traité de Trianon enleva à la Hongrie, en même temps d'ailleurs que des territoires peuplés de purs Hongrois (Magyars).

\*  
\* \*

Tandis que MARIE-THÉRÈSE n'avait dirigé contre la nationalité hongroise aucune attaque violente et, malgré ses réformes, avait respecté pour la forme extérieure le régime des Ordres, son fils JOSEPH II, obéissant à des convictions que l'on pourrait presque qualifier de dogmatiques, mit de côté tout ménagement pour réaliser son rêve d'une grande monarchie unifiée dont le souverain n'a d'autre but que le bonheur de ses peuples, sans distinction de rang ni de nationalité. Vivant au siècle des lumières, il avait puisé dans la littérature du temps cette conviction que l'indépendance de la Hongrie était superflue et injustifiée, et qu'il fallait germaniser la nation hongroise dans l'intérêt de la monarchie, mais aussi dans son propre intérêt. Le fait

que les réformes de ses prédécesseurs n'avaient rencontré aucune résistance sérieuse était favorable à sa politique.

Afin de n'être pas entravé par le serment et la charte du couronnement dans ses futures attaques contre le régime des Ordres, il s'abstint de se faire couronner et de convoquer la Diète. Plus d'une de ses réformes semblait promettre d'heureux résultats. L'édit sur la tolérance assurait aux protestants et aux orthodoxes (Serbes, Roumains, Grecs) l'égalité de droits avec les catholiques et donnait au « roi en chapeau » des titres à leur gratitude. Les mesures qu'il prit dans l'intérêt des serfs étaient appelées à aplanir à la population entière la voie de l'égalité : il assura aux serfs le droit de déplacer librement leurs foyers et les affranchit d'un certain nombre d'obligations accablantes envers leurs seigneurs. Dans les cours seigneuriales, le maître jugeait ses propres serfs, il était donc à la fois juge et partie : Joseph II mit fin à cette situation impossible.

Le principal but de sa politique de réformes était l'imposition générale de la propriété foncière dans le sens des doctrines physiocratiques, selon lesquelles le budget de l'État ne peut être édifié que sur celle-ci. Dans un État organisé suivant les idées philosophiques du siècle, il ne pouvait y avoir de place pour l'immunité fiscale de la noblesse. Sachant bien que dans l'exécution de ses desseins il pouvait s'attendre de sa part à la plus vive résistance, Joseph s'attaqua à l'organe principal du régime des Ordres, au comitat. Il mit fin à l'autonomie des comitats, les fonctionnaires furent nommés par lui, et la Hongrie proprement dite aussi bien que la Transylvanie furent divisées en larges districts administratifs dont les chefs étaient chargés de contrôler l'exécution des édits impériaux. Le fait que pour la plupart de ces fonctions l'empereur n'eut pas de peine à trouver de bons Hongrois prouva qu'une partie des Ordres reconnaissait la nécessité de réformer l'administration et de transformer le régime des Ordres, qui ne répondait plus à l'organisation moderne de l'État. Mais dans la grande masse des Ordres les mesures arbitraires, la suspension complète de la constitution provoquèrent la plus vive antipathie à l'égard

du souverain qui avait fait transporter à Vienne, comme un objet inerte du Trésor, la Couronne de Saint-Étienne, symbole de la vie constitutionnelle hongroise. Mais ce fut surtout quand il fit de l'allemand la langue officielle auprès des autorités, qu'il exaspéra les passions nationales en ravivant la haine de l'Allemand. Une conséquence des mesures violentes prises par Joseph II fut que l'amour de la langue nationale se réveilla parmi les Ordres, qui dans les assemblées publiques et les affaires officielles, mais aussi dans la vie privée, parlaient généralement latin. Le mécontentement fut au comble quand l'empereur voulut attaquer les Ordres dans leur privilège le plus cher, l'immunité fiscale, et que pour préparer l'imposition des terres il en ordonna par tout le pays l'arpentage et le relevé cadastral.

Le changement dans la situation politique extérieure fournit bientôt aux Ordres une bonne occasion de manifester leurs dispositions hostiles. Allié à l'impératrice CATHERINE II, Joseph II déclara la guerre à la Turquie, avec l'intention de conquérir les Balkans. Mais la campagne fut mal conduite et le début (1788) en fut signalé par une défaite. Afin de pouvoir continuer les opérations et approvisionner ses troupes, il convoqua les assemblées des comitats, mais celles-ci réclamèrent la convocation de la Diète, seule appelée, selon elles, à voter des impôts et des levées d'hommes. Certains cherchaient à l'étranger, chez les ennemis de Joseph, chez le roi de Prusse FRÉDÉRIC GUILLAUME II, un appui en cas de soulèvement. D'autres voulaient asseoir sur le trône de Hongrie le prince de Weimar, CHARLES-AUGUSTE, mais la grande majorité des Ordres se serait déclarée satisfaite de voir la constitution rétablie. C'est à quoi Joseph fut contraint par les périls de sa situation. En Belgique, l'insurrection avait éclaté ouvertement contre le régime absolu ; en Hongrie, elle était en train d'éclater au moment même où le roi de Prusse menaçait de déclarer la guerre. Brisé dans ses forces physiques et morales, le souverain se vit forcé, au lit de mort, de révoquer une bonne part de ses mesures. Mais il mourut en 1790, avant d'avoir pu, conformément à sa promesse, convoquer la Diète et se faire couronner roi.



L'ouverture de la Diète eut lieu dans l'état d'esprit le moins cordial. Suivant les instructions d'un grand nombre de comitats, le règne de l'empereur avait rompu la continuité de la succession au trône de la branche féminine. La noblesse, dont les chefs se pressaient dans les loges maçonniques, voulait, influencée qu'elle était par les écrivains rationalistes français — dont elle interprétait les leçons à sa manière — conquérir toutes les libertés, mais sans y faire participer les serfs. Elle voulait une royauté élective, dont le pouvoir fût limité, avec une constitution que le roi de Prusse aurait garantie.

La position de LÉOPOLD II en présence des demandes des Ordres était considérablement affermie par le changement survenu dans la situation politique à la suite de la paix conclue avec les Turcs et de la Révolution française. Les Ordres durent se contenter du rétablissement de la constitution en lois, sans aucune garantie nouvelle. Une loi spéciale obligea le souverain à se faire couronner dans les six mois suivant son avènement au trône. Une loi déclare solennellement que la Hongrie constitue avec ses provinces annexes un royaume libre et indépendant que le roi héréditaire légalement couronné est tenu de gouverner selon ses lois et coutumes. La Diète seule peut autoriser le roi à lever des troupes et des impôts.

A la vérité, tout cela signifiait le plein rétablissement du régime des Ordres, mais ne pouvait absolument rien modifier à un état de choses séculaire ; les Ordres continuèrent à jouir de leurs privilèges, et rien ne fut changé à la dépendance du pays par rapport aux autorités centrales de Vienne ni à la prépondérance du souverain dans la vie constitutionnelle. De tout le beau zèle opposé aux réformes violentes de Joseph II, la langue et partant la littérature hongroises furent seules à tirer quelque profit. Le parler hongrois fut à la mode ; aux Diètes, les Ordres commencèrent de délibérer aussi en cette langue et déclarèrent qu'elle devait être enseignée dans toutes les écoles secondaires et supérieures.

Sous l'influence des réformes de Joseph, la grande majorité des Ordres reconnut qu'il ne suffisait pas de soutenir au

moyen de quelques piliers de fortune l'édifice constitutionnel ébranlé par des secousses violentes, mais qu'il fallait le rebâtir méthodiquement, en utilisant ce qu'il y avait encore dans la vieille maison de bon et de solide. La Diète délégua des commissions chargées d'élaborer des projets de réformes correspondant aux conceptions des Ordres ; toutes les sommités du temps y étaient représentées. Au prix d'un long et pénible travail, ces commissions préparèrent des projets de lois appelés à innover dans toutes les branches de la vie matérielle et intellectuelle de la nation, mais en gardant pour base l'état de choses ancien, tel qu'il était donné, et en se conformant aux circonstances et aux idées nouvelles.

Mais à l'ardent soleil de la Révolution française la frêle plante des réformes conservatrices ne tarda pas à dépérir. Le complot « jacobin » hongrois lui porta le dernier coup. Sous l'impression de sanglants événements, FRANÇOIS (1792-1835) et son frère, le Palatin ALEXANDRE-LÉOPOLD, son conseiller suprême dans les affaires de Hongrie, furent complètement affolés par une conspiration organisée au sein de sociétés secrètes par un prêtre de mœurs dépravées, ancien indicateur au service de Léopold II et qui était poussé principalement par des raisons d'ordre pécuniaire : Ignace MARTINOVICS. Le but de ce complot était la révolution et la république. En écrasant une fois pour toutes, impitoyablement, ce prêtre cupide et corrompu, avec les exaltés qu'il avait su égarer, ils voulurent montrer par un exemple éclatant comment seraient réprimées de pareilles tentatives.

Les horreurs de la Révolution française, les « conspirations » de Hongrie et de Vienne firent de la Cour ainsi que des cours suprêmes du gouvernement de Vienne des ennemies jurées de toute réforme. Ce même FRANÇOIS I<sup>er</sup> qui dans les premières années de son règne mit fin au régime de dénonciations en faveur au temps de son père et aurait été tout disposé à prêter, dans l'esprit de son oncle Joseph, son appui à des réformes modérées, frémissait maintenant d'horreur à la seule idée d'une réforme.

Au temps des guerres avec la France, qui incitèrent les Ordres aux plus grands sacrifices, — impôts et recrues

étaient votés sans aucune résistance — quand ce n'aurait été que pour défendre la constitution nobiliaire, il ne fut pas question de réformes. Mais à peine furent venus des temps un peu plus calmes, les Ordres commencèrent à réclamer avec insistance, aux Diètes tenues pendant les premières années du xix<sup>e</sup> siècle, la discussion des projets de réformes. Mais le gouvernement sut toujours empêcher la réalisation des désirs exprimés par les Ordres. C'est ainsi que les réformes furent renvoyées d'une Diète à l'autre jusqu'à l'heure où — la Diète ne s'étant pas réunie après 1812 — l'occasion ne se présenta même plus pour les Ordres de formuler des désirs dans ce sens. L'ardeur réformatrice s'éteignit dans l'inanité de la lutte, la génération des années 1820-30 ne jugea pas propre à la réalisation l'œuvre de ses devancières, elle ne s'en soucia même pas.

Pendant les guerres avec la France, dont la durée fut presque celle d'une génération humaine, les Ordres remplirent loyalement l'obligation assumée par eux dans la Pragmatique Sanction ; on ne songea plus à se soulever, encore moins à se séparer de la dynastie, et ce fut en vain que dans sa proclamation (Schönbrunn, 15 mai 1809) Napoléon tenta de séduire la nation hongroise. Mais à Vienne on crut avoir dûment reconnu cette loyauté et assuré le bonheur du pays en en garantissant sur le papier l'indépendance constitutionnelle. Lorsque Napoléon, en fondant la Fédération Rhénane, eut contraint François à déposer le titre d'empereur allemand et que, en guise de compensation, François eut pris le titre d'empereur héréditaire d'Autriche (1806), voulant apaiser les inquiétudes des Ordres, il adressa aux Hongrois une proclamation dans laquelle il les assurait qu'il continuerait à respecter la constitution de leur pays. La Diète de 1807 établit de nouveau l'indépendance du royaume et le caractère de l'union entre l'Autriche et la Hongrie, fondée sur la base d'une entente mutuelle. Mais ces nombreuses garanties n'empêchèrent pas les autorités de Vienne de maintenir comme par le passé le système gouvernemental du xviii<sup>e</sup> siècle.

Elles continuèrent sur le terrain économique la politique de Marie-Thérèse et de Joseph et restèrent sourdes à toutes les

plaintes provoquées par leur attitude. A la suite des grands sacrifices matériels que les guerres imposaient aux classes inférieures, la situation économique du pays ne fit qu'empirer, surtout depuis que le gouvernement, pour mettre une digue à l'énorme inflation monétaire et à la dépréciation de l'argent qui en résultait, eut réduit à 1/5 la valeur des billets de banque (1811). La protestation de la Diète ne pouvait plus rien changer aux faits; les Ordres se refusèrent, comme précédemment, à endosser une part des dettes publiques, empêchant ainsi, en théorie, la formation de finances communes avec l'Autriche, tandis qu'en réalité le Ministère des Finances autrichien disposait sans aucun contrôle des recettes de la Hongrie.

Surannée elle-même et opposée à toute innovation, la constitution hongroise devait tout naturellement s'accommoder fort bien du régime réactionnaire qui suivit le congrès de Vienne. De fait, la majeure partie des Ordres était satisfaite du gouvernement de METTERNICH dans lequel elle voyait la garantie de ses privilèges. Ce fut, en Hongrie comme partout en Europe, le règne de la censure et de la police. Le développement politique du pays s'était en quelque sorte pétrifié; par suite de la politique douanière et des mauvaises communications, la crise économique empirait de jour en jour. Les écoles étaient entièrement au service du pouvoir absolu et de la germanisation, et rien ne troublait dans son triomphe l'absolutisme centralisateur.

#### BIBLIOGRAPHIE

L'époque de la prépondérance du pouvoir royal est le mieux caractérisée dans l'ouvrage de Béla GRUENWALD, *A régi Magyarország* (L'ancienne Hongrie), Budapest 1888; à comparer : Lajos MOCsÁRY, *A régi magyar nemes* (L'ancien gentilhomme hongrois), Budapest 1889. Sur la succession au trône et la Pragmatique Sanction, voir : Vilmos FRANKÓI, *A Habsburgház trónöröklési jogának megállapítása az 1687-88-ik évi országgyűlésen* (La fixation du droit de succession de la maison de Habsbourg à la Diète de 1687-88), Budapest 1922; Gustave TURBA, *Die Pragmatische Sanction mit besonderer Rücksicht auf die Länder der Stefanskronen* (La Pragmatique Sanction, considérée particulièrement du point de vue des pays de la couronne de Saint-Etienne), Vienne 1906, thèse autrichienne, et István CSEKEY, *A magyar trónöröklési jog* (Le droit de succession au trône hongrois). Bpest, 1917.

Sur le Conseil d'Etat : HOCK-BIEDERMANN, *Der österreichische Staatsrath* (Le conseil d'Etat autrichien) (1760-1848) I-II, Vienne 1868-79; sur la

cour des Habsbourgs, voir : Ivan ZOLGER, *Der Hofstaat des Hauses Oesterreich* (La cour de la maison d'Autriche), Vienne 1917.

Sur le règne de Marie-Thérèse, voir : Alfred von ARNETH, *Geschichte Maria Theresias* (Histoire de Marie-Thérèse) I-IX, Vienne 1863-1879, et Eugène GUGLIA, *Maria Theresia, ihr Leben und ihre Regierung* (Marie-Thérèse, sa vie et son règne) I-II, Munich 1917 ; sur la situation économique : Ferenc ECKHART, *A bécsi udvar gazdasági politikája Magyarországon Mária Terézia korában* (La politique économique de la Cour de Vienne au temps de Marie-Thérèse), Budapest 1922 ; sur le Banat : Jenő SZENTKLÁRAY, *Száz év Délmagyarország újabb történeléből* (Cent ans de l'histoire moderne de la Hongrie méridionale), Budapest 1879 ; sur Joseph II : Henrik MARCZALI, *Magyarország II. József korában* (La Hongrie au temps de Joseph II) I-III, Budapest 1881-1888 (l'auteur n'a pas utilisé les importants matériaux de Vienne) ; d'un caractère plus général est l'ouvrage de P. MITROFANOV, *Josef II. Seine politische und kulturelle Tätigkeit* (Joseph II. Son activité dans le domaine de la politique et de la civilisation), Vienne 1910 ; sur le mouvement de 1790 voir : Henrik MARCZALI, *Az 1790-91 évi országgyűlés* (La diète de 1790-91), Budapest 1907 ; Elemér MÁLYUSZ, *Sándor Lipótnádor iratai* (Les écrits du Palatin Alexandre Léopold), Bpest 1926 ; voir encore : Géza BALLAGI, *A politikai irodalom Magyarországon 1825-ig* (La littérature politique en Hongrie jusqu'en 1825), Budapest 1888.

Sur l'influence des idées françaises au siècle des lumières : Sándor ECKHART, *A francia forradalom eszméi Magyarországon* (Les idées de la révolution française en Hongrie), Budapest 1924 ; cf. *Revue des éd. hongr.* 1924 [II], p. 117 et 1925 [III], p. 231 ; *Les livres français d'une bibliothèque privée de Hongrie*. Rev. Et. hongr. 1923, I, 145 ; voir encore, à ce sujet : Zoltán BARANYAI, *A francia nyelv és műveltség Magyarországon* (La langue et la culture françaises en Hongrie), Budapest 1920. Sur les « Jacobins » hongrois, voir : Vilmos FRANKÓI, *Martinovics élete* (Vie de Martinovics), Budapest 1921 ; sur le mouvement de séparation : Robert GUAGGER, *Preussen, Weimar und die ungarische Königskrone*. Berlin-Leipzig, 1923. Sur François I<sup>er</sup> et son régime, voir : Victor BIBL, *Der Zerfall Oesterreichs* (Le démembrement de l'Autriche) I. Vienne 1922. Sur les tendances réformatrices des Ordres au début du XIX<sup>e</sup> siècle voir : Elemér MÁLYUSZ, *A reformkor nemzedéke* (La génération de l'époque des réformes), Századok 1923 ; sur l'époque des guerres napoléoniennes, voir : Edouard WERTHEIMER, *Geschichte Oesterreichs und Ungarns im ersten Jahrzehnt des 19. Jhls*, I-II, Leipzig 1884 ; Sándor DOMANOVSKÝ, *József nádor iratai*. (Les écrits du palatin Jozeph), I. Bpest, 1925.

## VII. — L'ÈRE DES RÉFORMES.

Au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle, les Hongrois étaient encore très arriérés par rapport aux peuples occidentaux dans leur développement social et leur culture. Pour réparer la régression causée par la conquête turque, il aurait fallu les efforts combinés de la dynastie et de la nation. Mais, comme nous venons de le voir, les réformes ne

purent s'accomplir au cours du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle ; la cause en fut d'ailleurs l'attitude égoïste de la noblesse et le mariage forcé avec les provinces héréditaires. Tandis que dans les pays occidentaux l'essor industriel et commercial qui accompagna le développement du capitalisme créa des conditions d'existence plus douces et transforma la société féodale, ce qui entraîna des changements politiques, — en Hongrie, au contraire, la vie ne s'embourgeoisa pas, les besoins spirituels ne s'élevèrent pas, la société ne différa pas de celle du moyen-âge, et le régime des Ordres, maintenu dans son intégrité, excluait à l'avance tout changement politique. Beaucoup plus pauvrement dotée par la nature, mais favorisée par la politique de la dynastie, sa voisine immédiate, l'Autriche, la devançait de fort loin. Tandis qu'au commencement du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle la monarchie danubienne des Habsbourgs était, dans son ensemble, organisée féodalement, — cent ans plus tard, la partie hongroise et la partie autrichienne divergeaient essentiellement l'une de l'autre, ce qu'un excellent économiste de cette époque, Gergely BERZEVICZY, caractérise fort bien dans le passage suivant : « Malgré leur prétendue stérilité, la population des provinces héréditaires dépasse de plus du double celle de la Hongrie. Pour le commerce et l'industrie, la Hongrie ne saurait leur être comparée. Les paysans autrichiens vivent dans de meilleures conditions, plus confortables, plus agréables qu'en Hongrie la petite noblesse. A-t-on jamais entendu dire que des habitants de l'Autriche périssent dans la misère, meurent de faim comme cela s'est vu en Hongrie ? Comparons les villes, les villages, les hameaux, les habitations, le genre de vie ; ne constaterons-nous pas que tout cela est beaucoup plus brillant dans les provinces autrichiennes ? Tandis que, malgré l'abondance de nos moissons, nous nous débattons dans la pauvreté et que, dans notre grande pénurie d'argent, nous nous efforçons soigneusement de cacher dans notre bourse le denier que nous venons de gagner, pour que l'impitoyable nécessité l'en fasse bientôt sortir, les Autrichiens, conscients de leur supériorité et pleins de mépris pour nous, vivent dans l'opulence et regorgent de richesses. »

Le peuple hongrois peut-il, après avoir vaincu les obstacles placés à dessein sur son chemin et s'être vaincu lui-même, se hausser par ses propres forces jusqu'à ce degré de développement où sont déjà les peuples civilisés de l'Europe occidentale ? Telle était la question que se posaient les patriotes hongrois pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais combien peu, dans les années qui suivirent le congrès de Vienne, se rendaient compte de la tâche qui attendait la nation ! Les travaux des commissions de la Diète précédente ne pouvaient plus constituer un programme d'action. Comment la transformation devait-elle donc s'accomplir ? Si cette question devint le principal objet des préoccupations hongroises, si les hommes les plus éclairés eurent conscience de l'état arriéré du pays, et s'il put se former une opinion publique quant à la façon d'accomplir les réformes, le mérite en revient au comte Étienne (István) SZÉCHENYI. Cette Hongrie féodale, qui dans la jouissance des privilèges nobiliaires s'estimait libre et heureuse, il fallait l'arracher à sa béatitude, fondée sur cette notion que « *Extra Hungariam non est vita.* » L'aristocratie, qui de génération en génération vivait dans l'atmosphère de la cour, avait dépouillé tout caractère hongrois et ne possédait plus qu'imparfaitement la langue nationale, ne pouvait être l'artisan de la réforme. La bourgeoisie, comme nous l'avons vu, n'existait pas, la faible population urbaine — allemande et serbe — restait étrangère à la vie nationale. Les serfs, en Hongrie comme partout ailleurs, étaient encore la masse laborieuse, inconsciente, située à un degré de civilisation peu élevé, qui accueillait avec gratitude tout soulagement à son sort, mais n'était pas encore assez forte pour se proposer des buts politiques et les atteindre. Restait donc la classe noble des moyens propriétaires, qui dans les questions touchant la nationalité faisait preuve de compréhension et d'une certaine éducation politique acquise dans la vie du comitat. Le sentiment national était devenu conscient dans cette classe sociale sous l'influence des tentatives de germanisation et de la renaissance littéraire, qui commença par la culture de la langue et, plus tard, avec les romantiques, mais principalement Sándor et Károly Kis-

FALUDY et Mihály VÖRÖSMARTY, forma un public plus cultivé, auquel pouvait s'adresser un homme d'Etat. Combien SZÉCHENYI appréciait l'importance du mouvement littéraire dans le développement national, c'est ce que prouve bien son début dans la vie publique, à la Diète de 1825 : faute de ressources pécuniaires, le projet concernant la fondation d'une académie appelée en premier lieu à développer la langue et la littérature hongroises allait échouer quand Széchenyi offrit pour ce but une année du revenu de ses domaines et, sa générosité ayant trouvé des imitateurs, posa les fondements de cette institution.

Dans toute son activité, le mobile de Széchenyi, qui explique comment aucune autre influence ne fut comparable à la sienne, était son ardent patriotisme, son individualité essentiellement hongroise. Il voulut sauver la Hongrie qu'il voyait déjà au bord de l'abîme ou, selon ses propres termes « conserver à l'humanité une nation, en maintenir intact le caractère propre et le développer dans toute sa pureté... enrichir le monde d'une nation nouvelle. » Chez Széchenyi, le point de vue principal n'est pas la réforme politique, laquelle n'est qu'un moyen, mais la nationalité. Ce qu'il entend par là, ce n'est pas la différence de langue, mais cet ensemble psychique impossible à acquérir comme à transmettre, la conception éthique, la vie sentimentale et intellectuelle tout entière. Il voulut magyariser les Magyars, leur apprendre à connaître leurs propres défauts, qu'il soulignait fortement, introduire dans les affaires publiques, au lieu de mobiles d'ordre sentimental, le règne de la raison, enseigner à la nation d'autres manières de voir dans les questions de politique et de culture. Széchenyi ne voulait pas commencer la régénération nationale sur le terrain constitutionnel et politique, mais sur le terrain économique, le terrain de la culture matérielle, persuadé que les changements dans la situation intellectuelle et économique de la nation entraîneraient un changement au point de vue social comme au point de vue du droit public.

Pour propager ses idées, pour former une opinion publique, il déploya une vive activité littéraire ; ses écrits, qui sont de tout premier ordre — *Hitel* (Crédit), *Világ*



(Monde), et *Stádium* — contiennent l'exposé de ses vues d'homme d'Etat. A son avis, si les Hongrois sont matériellement aussi arriérés, la faute n'en est pas au gouvernement, mais à la nation elle-même et surtout à l'inertie de la classe privilégiée. Ni la terre, ni le capital, ni le travail n'ont en Hongrie la valeur qu'ils ont dans les Etats occidentaux, dont la civilisation est plus avancée. Le propriétaire foncier est beaucoup plus pauvre que partout ailleurs, il n'a pas d'argent à investir, car des institutions datant de l'âge féodal, corvée, dîme, *fiscalitas* et *jus aviticum* lui rendent inaccessible l'obtention de crédit et l'empêchent de disposer librement de ses propriétés.

La *fiscalitas* et le *jus aviticum* étaient les principales entraves au développement économique de la Hongrie. A proprement parler, le droit privé hongrois ne connaissait pas de propriété complètement libre possédée par une seule personne. La propriété n'appartenait pas seulement au propriétaire : la famille entière de celui-ci y avait quelque droit, de même que tous ceux qui, en vertu d'une donation, remontant la plupart du temps à plusieurs siècles, pouvaient élever quelque prétention à son héritage. Le droit de libre disposition du propriétaire était restreint par les droits de la famille et le droit de *fiscalitas*, en vertu duquel, si la famille venait à s'éteindre, la Couronne pouvait prendre possession de la propriété. Comme on pense bien, tout cela avilissait fortement la valeur de la propriété foncière et rendait impossible le crédit foncier. Le propriétaire ne pouvait jamais savoir s'il n'allait pas, sous quelque prétexte, être entraîné dans un procès que les lenteurs et les complications de la procédure pouvaient faire durer plusieurs dizaines d'années.

Un grand désavantage pour l'agriculture était, selon Széchenyi, l'absence du commerce, dont la cause était, à côté du manque d'argent et de la situation géographique défavorable, l'effroyable état des moyens de communication, le mauvais système douanier, mais surtout le fait que la production hongroise n'avait même pas un marché à l'intérieur du pays.

Széchenyi désigna les moyens par lesquels une améliora-

tion pouvait être atteinte. Il fallait tout d'abord, et dans chaque domaine, des connaissances techniques, puis la concentration des forces sociales, la réforme de la justice, principalement par la création de tribunaux de commerce et connaissant des affaires de change, et enfin une bonne législation et un bon gouvernement, c'est-à-dire une révision de la constitution conformément à l'esprit du temps, et dont un des points serait l'abolition de l'immunité fiscale dont jouissait la noblesse. Il exprime sa ferme conviction que le peuple hongrois ne peut périr et qu'un bel avenir l'attend, et conclut ainsi son *Hitel* : « Le passé a échappé à notre pouvoir, mais de l'avenir nous sommes les maîtres. Ne nous embarrassons donc pas de vaines réminiscences, mais faisons en sorte, par un patriotisme résolu, par une ferme union, que cette terre maternelle qui nous est si chère, puisse donner ses plus belles fleurs. Beaucoup pensent que la Hongrie a été..., pour moi, j'aime à croire qu'elle sera. »

L'effet de ces écrits fut tel que jamais encore un écrivain de langue hongroise n'en avait exercé de pareil. Le premier ouvrage de Széchenyi fut lu partout, et s'il est vrai que de nombreux partisans des franchises nobiliaires, et principalement les gentilshommes pauvres que seuls leurs privilèges distinguaient des serfs, se sentant blessés par l'ironie de Széchenyi et craignant pour leur situation matérielle, vociférèrent contre le « comte pestois » qui prétendait leur enseigner la politique, et, dans plusieurs comitats, brûlèrent le *Hitel* en place publique, la semence jetée par Széchenyi trouva un sol favorable dans la partie la plus cultivée de la noblesse terrienne, chez divers membres de l'aristocratie, mais surtout dans la noblesse et chez les intellectuels. Ses œuvres provoquèrent la publication de nombreux écrits pour ou contre ses idées, mais qui tous contribuèrent à familiariser l'opinion publique avec la question des réformes.

L'activité que Széchenyi déploya dans le domaine social pour réaliser son programme ne fut pas inférieure en importance à son activité littéraire. Afin que l'aristocratie, à laquelle il destinait un rôle considérable dans ses projets de réformes, eût l'occasion d'échanger ses vues politiques, il

fonda le *Nemzeti Kaszinó* (Casino national), sur le modèle des clubs anglais. A l'exemple de Pest, il se forma en province un grand nombre d'institutions similaires, qui contribuèrent grandement à l'animation de la vie politique et à la propagation des idées de réformes. Les efforts de Széchenyi en vue du développement de Bude et de Pest, qui n'étaient alors que d'insignifiantes petites villes, servirent aussi la cause de la « concentration ». Entrevoyant le grand avenir de ces villes, il exhortait infatigablement à bâtir. Son but était de faire des deux villes sœurs le centre de la vie économique et intellectuelle hongroise. A cet égard, la mesure la plus importante fut la construction du *Lánchíd* (Pont suspendu), due à son initiative ainsi qu'à l'immense agitation entretenue par lui. Il s'y rattache aussi l'un de ses plus beaux succès politiques : en vertu d'une décision de la Diète, chacun dut payer le péage, ce qui fut la première brèche dans les privilèges nobiliaires (1835). Il reconnut le premier combien la voie danubienne était importante au point de vue de la monarchie entière et commença, avec l'appui du gouvernement, la régularisation des Portes de Fer ; il prit aussi une part très vive à la fondation de la Société Danubienne de Navigation à vapeur. En outre, la Minoterie de Budapest, l'introduction des courses de chevaux (dans l'intérêt de l'élevage), la régularisation de la Tisza, etc., montrent comment il sut transporter dans le domaine de la réalité son programme économique.

L'effet de ses enseignements et des ouvrages s'occupant de ses idées ne tarda pas à se montrer dans la vie politique. Dans les petits parlements qu'étaient les assemblées des comitats, tout l'intérêt se porta sur son programme national et sous l'influence de celui-ci, en même temps que de la Révolution de Juillet, les désirs de réformes alors renaissants occupent une place de plus en plus grande dans les instructions des députés. Les comitats trouvaient fréquemment l'occasion de se prononcer, car dans les dix dernières années du règne du sénile empereur François, les insuccès de la politique étrangère et le rôle de gendarme que Metternich, en gardien de légitimité, assumait dans l'Europe entière, forçaient la Cour à s'adresser de plus en plus sou-

vent à la libéralité des Ordres hongrois afin de raffermir les fondements militaires et financiers de sa puissance. Mais peu à peu la nation se rendait compte d'un fait qui, aux Diètes, était bientôt devenu évident : que le gouvernement central n'était pas disposé à permettre en Hongrie des innovations libérales que, par tous les moyens en son pouvoir, l'empereur s'efforçait d'écarter de la Hongrie, estimant que de pareilles idées désorganisent les Etats et font le malheur des peuples. Personnellement, à la vérité, Metternich ne témoignait pas une raideur si inflexible à l'endroit des désirs de réformes et, bien qu'il fût d'avis que les innovations brusques, même conformes à l'esprit du temps, sont dangereuses, il estimait qu'on ne peut empêcher les réformes quand elles sont le fruit d'une lente évolution ; mais dans les questions de politique intérieure son influence cédait devant celle du comte KOLOWRAT, tchèque de cœur et magyarophobe, qui dans les dernières années de François avait su se rendre indispensable au souverain. L'immuabilité du « système » existant, système traditionnel, et, dans une grande mesure, la méthode peu consciencieuse suivie par les employés des Cours du gouvernement qui, mal payés, atermoyaient avec toutes les nouveautés parce qu'elles représentaient pour eux un surcroît de travail, furent causes que le mouvement réformateur hongrois resta confiné dans l'opposition.

A la Diète qui s'ouvrit en 1832, les revendications libérales qui, sous l'influence de la littérature politique occidentale, de plus en plus s'amplifiaient et s'écartaient du prudent programme de Széchenyi, avaient déjà d'aussi nobles représentants que Ferenc KÖLCSEY et Ferenc DEÁK. La Diète dura quarante mois, sans arriver à proprement parler à aucun résultat, car le gouvernement sut tirer parti de l'allure traînante des débats dans les réunions des Ordres et de la majorité qui lui restait chez les Ordres supérieurs (Magnats) pour faire échouer jusqu'à la réalisation de desiderata comptant autrefois au nombre des buts que les Cours du gouvernement de Vienne voulaient atteindre à tout prix. L'amélioration de la condition des serfs — qui au

xviii<sup>e</sup> siècle était la pierre angulaire de la politique sociale de la dynastie — était considérée par le gouvernement comme une tendance subversive ; aussi faisait-il tout pour contrecarrer les vœux, à la vérité bien modestes, que l'opposition, qui ne songeait même pas à l'affranchissement complet des serfs, cherchait à faire adopter par la Diète. Dans les comitats, le gouvernement employait à ses fins les nobles sans fortune qu'il amenait, soit en les menaçant d'abolir toute différence entre eux et les serfs, soit en les régaland copieusement, à faire modifier, soit par leur vote, soit le gourdin au poing, les instructions des députés à la Diète, ainsi qu'à rappeler les députés d'opinion trop libérale. C'est ainsi que KÖLCSEY se sépara de la Diète et que les serfs n'obtinrent qu'une amélioration de leur situation matérielle, tandis qu'il ne survint aucun changement dans la question de la sécurité des personnes et des biens, des tribunaux seigneuriaux et de l'affranchissement de la propriété foncière. Tout ce que l'on put atteindre, et seulement en 1840, fut que les serfs pussent racheter à prix d'argent toutes les redevances seigneuriales et entrer ainsi en pleine jouissance de leurs propriétés.

On entendit à la Diète beaucoup de beaux discours sur les revendications libérales, les Ordres s'enthousiasmèrent pour la liberté polonaise, mais le seul résultat fut que la méfiance s'accrut entre le gouvernement de Vienne et les Ordres hongrois. Le premier voyait dans les prétentions nouvelles, qui s'affirmaient de plus en plus, les progrès de l'esprit révolutionnaire ; la majeure partie des Ordres se convainquit de l'impossibilité qu'il y avait à reconstruire la Hongrie de concert avec le gouvernement central et cette conviction était la cause principale de l'antipathie grandissante pour les provinces héréditaires et pour l'union forcée avec elles.

C'est ainsi que le mouvement réformateur obliquait de plus en plus vers le terrain dont le programme de Széchenyi lui interdisait le plus nettement l'approche : le terrain du droit public. Széchenyi considérait la liaison de la Hongrie avec l'Autriche comme un fait définitif et immuable qu'il fallait accepter, à la forme duquel on ne pouvait rien

changer, car agiter cette question, c'était évoquer, en présence du mouvement novateur, des puissances telles que la nation n'était pas capable de les réfréner, et qui ne manqueraient pas de mener à la catastrophe. A cet égard, la Diète de 1832-1836 subissait encore l'influence de Széchenyi. En 1833, les Ordres proposèrent de déléguer une commission qui, avec une commission autrichienne, à désigner par l'empereur, établirait une convention touchant les affaires de douanes et de finances, les plus importantes des questions intéressant les deux pays. La réponse qui arriva de Vienne était un refus fort net, le souverain voulant représenter lui-même les provinces héréditaires. C'est ainsi que dans sa terreur des innovations le gouvernement négligea une occasion favorable qui aurait rapproché l'une de l'autre les deux parties de la monarchie des Habsbourgs.

La clôture de la Diète fournit à la « Staatskonferenz », qui gouvernait depuis l'avènement de Ferdinand V, faible d'esprit, et à l'aide de laquelle Metternich avait acquis une influence croissante dans les affaires intérieures de la monarchie, l'occasion d'étouffer par des mesures de police violentes le mouvement réformateur, à son avis de plus en plus dangereux. Ces mesures ressemblaient beaucoup aux poursuites contre les Jacobins au commencement du règne de François. Comme en ce temps-là, ces mesures visaient à ôter à tout chacun l'envie de se montrer plus avancé que le gouvernement ne le jugeait bon. Le baron Miklós WESSELÉNYI, l'un des chefs du mouvement libéral, fut poursuivi pour ses discours politiques et condamné à plusieurs années de prison. Pour avoir « fait profession d'opinions dangereuses », les chefs de l'union sociale, de la jeunesse de la Diète, qui représentait l'élément le plus avancé, furent jetés au cachot, où l'un de leurs inspirateurs, László LOVASSY, devint fou. Mais la plus grande sensation fut le procès de Louis KOSSUTH, dont le nom devint alors célèbre dans tout le pays.

Issu d'une famille de petite noblesse, sans fortune, du comitat de Zemplén, Kossuth prit part à la Diète de 1832-1836 comme représentant d'un magnat absent. Le gouvernement n'ayant pas accédé au désir des Ordres, qui deman-

daient que le compte-rendu des débats ne fût pas censuré, le public n'ayant pas d'autre moyen d'information sur ce centre de la vie politique, Kossuth commença la publication des *Országgyűlési Tudósítások* (Bulletins de la Diète), sous la forme de feuilles d'abord typographiées, puis, quand Vienne lui eut interdit ce mode d'impression, écrites par les jeunes membres de la Diète. Dans le style coloré et le ton peu mesuré qui le caractérisent, il soulignait l'importance des divers discours libéraux, ce qui ne contribuait pas peu à répandre les idées de réformes. Pendant la durée de la Diète, et pour des raisons politiques que l'on comprendra facilement, le gouvernement n'osait rien contre lui, mais quand, dans son nouveau journal manuscrit *Törvényhatósági Tudósítások* (Bulletins de la vie départementale), Kossuth publia des rapports sur la vie politique des comitats, le gouvernement le fit arrêter et condamner à quatre ans de prison (1837).

La sanglante persécution des Jacobins avait étouffé pour plusieurs dizaines d'années toute libre manifestation d'opinion politique, mais il n'était plus possible par de tels moyens d'extirper de la conscience publique les idées libérales. Le résultat fut le contraire de celui qu'attendait le gouvernement. La Diète convoquée de nouveau, ce ne fut pas seulement l'opposition libérale, fortifiée de plusieurs membres considérés, tels qu'István BEZERÉDY et Gábor KLAUZÁL et dirigée par Louis KOSSUTH, qui demanda des réformes : les conservateurs eux-mêmes ne s'y refusaient point. Leur parti, conduit par un homme de grand talent, Aurélien DESSEWFFY, enlevé prématurément, reconnaissait la nécessité des réformes, mais, suivant en cela le conseil de Széchenyi, ne s'en représentait la réalisation que de concert avec le gouvernement. La maladie de la « conférence d'Etat viennoise », l'irrésolution et la mesquinerie des Cours centrales du gouvernement, l'oisiveté et la négligence de la bureaucratie autrichienne firent que, même avec les conservateurs, l'accord sur les réformes n'eut pas lieu en temps opportun. Après que l'opposition eut obtenu la mise en liberté de ses membres, dont la condamnation ne pouvait se justifier par aucun argument juridique, la loi sur la

lettre de change, qui mettait fin à l'incertitude dans les questions de dettes, et l'amélioration, dans une certaine mesure, des lois sur la propriété seigneuriale, furent les seuls résultats de la Diète de 1840. Dans l'intérêt du commerce, et sous l'influence des idées libérales, les Juifs obtinrent le droit de s'établir librement et de posséder des terres, sur quoi la Galicie déversa sur les parties septentrionales et orientales du pays un flot d'immigrants que d'ailleurs aucune mesure ne cherchait à endiguer. La méfiance qui régnait entre les Ordres et le gouvernement barrait la route à toutes réformes d'une portée un peu considérable.

..

Vers les années 1840 et suivantes, un tournant décisif se produit dans le développement de la Hongrie. Tandis que les idées politiques des quinze années précédentes peuvent être ramenées pour la plupart à l'activité de Széchenyi, dans la vie politique de la décade suivante, dans la mentalité, le tempérament, le choix des moyens règne un esprit essentiellement différent du sien, l'esprit de Louis Kossuth.

Libéré de ses trois ans de prison, Kossuth fonda un journal pour répandre ses idées, le *Pesti Hirlap*. Le gouvernement lui accorda l'autorisation, croyant soit que la captivité avait rendu Kossuth plus timoré, soit que par son agitation il provoquerait une scission dans le parti libéral. Le chef de l'opposition, qui depuis sa captivité jouissait d'une popularité sans égale, mettait une arme nouvelle, le journalisme, au service du mouvement réformateur. En des articles éloquentes et pleins de verve — c'étaient eux, et non point les informations, qui constituaient le principal contenu du journal — il exposait ses idées politiques, qui dans leur essence s'accordaient avec les idées de Széchenyi et des libéraux. Les articles de tête réclamaient l'abolition du *jus avilicum*, la suppression du féodalisme, l'égalité devant l'impôt, le changement du système de représentation à la Diète, etc... Mais tandis que dans la réalisation des réformes Széchenyi destinait à l'aristocratie le plus grand rôle, Kossuth voulait pousser le mouvement dans une direction



démocratique et lui donner une allure plus rapide, suivre une politique plus radicale.

Lui voulait agir sur la petite noblesse — un demi-million de gentilshommes qui allaient s'appauvrissant de plus en plus — et la convaincre de la nécessité des réformes. Cette classe sociale, le gros de la société privilégiée, il comptait la gagner, et la gagna d'ailleurs à sa cause, en la prenant par sa haine pour l'aristocratie qui, à la « Table-Haute », faisait échouer toutes les réformes fiscales équitables, et ne manquait jamais d'utiliser sans aucun ménagement pour la noblesse son pouvoir politique et économique. Széchenyi ne demandait que des sacrifices à la noblesse, dont une grande partie possédait pour tout bien ses privilèges ; Kossuth lui promettait l'égalité avec l'aristocratie, la place qui lui revenait dans la société nouvelle, après les grandes réformes, enfin la prospérité matérielle.

Széchenyi estimait que dans l'œuvre réformatrice la consolidation matérielle était le plus important, tandis que Kossuth insistait justement sur la nécessité des changements politiques comme sur la condition fondamentale des changements matériels. Széchenyi se gardait d'effleurer ce qui touchait la liaison de la Hongrie avec les autres parties de la monarchie ; c'était justement cette liaison que Kossuth aspirait à modifier, persuadé que le développement national de la Hongrie n'était possible qu'à ce prix. Le premier voulait éviter d'éveiller les passions nationales, redoutant une collision avec la dynastie, dont la puissance était supérieure à celle de la nation : le second s'efforçait justement d'éveiller ces passions, sans lesquelles il était impossible d'entraîner les masses, et Kossuth estimait que sans l'aide de celles-ci la dislocation des anciens cadres sociaux et la formation d'un Etat moderne étaient irréalisables.

Il était arrivé à cette conception en considérant la situation économique du pays. Le système douanier et commercial du XVIII<sup>e</sup> siècle qui, ainsi que nous l'avons mentionné plus haut, portait préjudice aux intérêts vitaux de la Hongrie, subsistait encore au XIX<sup>e</sup> siècle, bien qu'avec de légères modifications. Au commencement du siècle, les Ordres désiraient la liberté du trafic avec les provinces

héréditaires, croyant que c'était le moyen le plus facile d'assurer un marché à leurs produits agricoles. Bien que l'idée d'abolir les barrières douanières eût déjà été agitée à Vienne au XVIII<sup>e</sup> siècle, — le grand chancelier de Marie-Thérèse, KAUNITZ, préconisait cette réforme comme le but final de toute mesure nouvelle douanière — dans son attachement maladif au système en vigueur, qui suivant elle assurait le mieux les intérêts de l'Autriche, la bureaucratie ne permit pas ce changement.

A la vérité, Széchenyi était partisan du libre-échange, mais il n'attribuait à ces questions qu'une importance minime, car c'était de l'accroissement de la consommation intérieure, et non de l'exportation, qu'il attendait un relèvement de la production nationale. Kossuth raisonnait autrement. Quand, en 1839, les Etats allemands eurent renouvelé leur union douanière (*Zollverein*), beaucoup d'esprits désirèrent que la monarchie habsbourgeoise s'y ralliât, afin de créer ainsi une union douanière de l'Europe centrale. Metternich et Kossuth reconnurent la portée de ce projet. Le chancelier en était partisan, craignant que l'Autriche ne se trouvât exclue de l'Allemagne, mais il ne pouvait songer à faire adopter ses vues, la monarchie étant divisée en deux domaines douaniers où le système fiscal n'était pas le même. Pour que, vis-à-vis de l'étranger, la monarchie pût avoir les mains libres dans les questions douanières et connaître un essor économique analogue à celui des Etats compris dans l'union douanière allemande, les dirigeants de Vienne se proposèrent, dès 1840, d'établir dans la monarchie un territoire douanier unique. C'est ce qui explique le changement de leur politique dans la question des réformes économiques en Hongrie.

Mais juste à cette époque l'opinion publique hongroise en cette matière était en train de changer, à la suite de la campagne de presse menée par Kossuth. Celui-ci consacra une série d'articles à la question de la participation à l'union douanière allemande. Il l'estimait préjudiciable à la Hongrie pour deux motifs : le *Zollverein* reposait sur une base nationale allemande et Kossuth voyait combien il avait déjà fait pour l'unité du peuple allemand. Il est vrai que

les Hongrois n'avaient pas à craindre d'être germanisés, pour le cas où cette union se réaliserait, mais elle empêcherait l'absorption de la bourgeoisie urbaine allemande dans la population hongroise et le développement de la classe bourgeoise hongroise, sans laquelle il ne jugeait pas possible la formation d'un Etat moderne. Mais Kossuth allait encore plus loin. Sous l'influence de Friedrich List, le grand économiste allemand, dont l'ouvrage intitulé *Das nationale System der politischen Oekonomie*, paru en 1841 et aussitôt connu en Hongrie, y avait eu un grand retentissement, il exigeait même pour la Hongrie un système de défense douanière, l'instrument le plus efficace entre les mains d'un pays faible — selon les doctrines de List — pour se débarrasser d'une concurrence plus forte, se créer une industrie — et atteindre l'indépendance politique. Le résultat de l'agitation à laquelle se livra Kossuth, jointe au voyage de List, qui fut fêté au siège du comitat de Pest comme un ami de la nation, fut que les sympathies de la majorité se détournèrent de la liaison économique avec l'Autriche pour se porter dans la direction opposée, alors que l'on élaborait à Vienne, pour réaliser les réformes économiques, un système conforme aux récents désirs des Hongrois.

C'est ainsi que Kossuth porta l'agitation sur le terrain des questions politiques sur lesquelles on se montrait le plus susceptible à Vienne et contre la discussion desquelles l'initiateur des réformes, Széchenyi, ne cessait de mettre en garde ses compatriotes. Aux séances des comitats, sous l'influence des articles de Kossuth, les nouvelles théories politiques ne tardèrent pas à accaparer l'attention. Széchenyi observait avec angoisse la direction que prenait la vie politique, car il craignait que l'activité de Kossuth ne conduisit à un conflit avec le gouvernement et ne provoquât une révolution. Dans le livre qu'il intitula *Kelet Népe* (Peuple d'Orient, 1841), il attaqua Kossuth, dont il reconnaissait d'ailleurs le talent extraordinaire, les intentions idéalistes et l'éloquence sans égale, mais dont il critiquait le ton révolutionnaire et la mauvaise tactique dans la lutte pour les réformes, lui reprochant de mener la nation à la catastrophe. Il n'épargna pas non plus à son adversaire

une autre accusation : celle de s'exagérer sa propre valeur et de courir après la popularité. La querelle littéraire qui s'engagea autour du livre de Széchenyi et qui marque l'apogée dans le développement de l'art des publicistes hongrois, prouva que l'opinion publique ne considérait plus Széchenyi comme son chef. Non seulement Joseph Eötvös, l'un des hommes d'Etat les plus cultivés de la Hongrie, mais le modéré François DEÁK lui-même prirent le parti de Kossuth. La popularité de Széchenyi était sur son déclin. La nation ne voulait plus entendre parler de tutelle, mais écoutait ceux qui — sans égard aux obstacles — préconisaient une allure plus rapide et des moyens plus radicaux dans la réalisation des réformes. Les nouveaux conservateurs eux-mêmes, sous la conduite des Comtes Aurél et Emile DESSEWFFY, reprochaient à Széchenyi son pessimisme et le ton peu mesuré de ses attaques. Cet échange d'idées contribua dans une grande mesure à tirer au clair la situation des partis politiques.

La tâche principale de la Diète qui se réunit en 1843 devait être le règlement de la question fiscale dans le sens du projet du gouvernement qui, stimulé par Széchenyi, ne pouvait plus se refuser systématiquement à toute réforme. Non seulement les libéraux, mais les conservateurs eux-mêmes, voyaient que l'immunité fiscale de la noblesse ne pouvait être maintenue plus longtemps, car elle rendait impossible toute innovation dans la vie économique hongroise. Kossuth, dans le *Pesti Hirlap*, agitait contre cette immunité, pendant que, dans ses *Alföldi levelek* (Lettres du bas-pays), le comte Emile DESSEWFFY signalait l'injustice du système fiscal. Mais la partie prépondérante de la noblesse, les petits gentilshommes sans fortune que ce privilège seul élevait au-dessus des serfs et qui pouvaient prendre part individuellement aux séances des comitats et y exercer une influence sur les instructions des députés, pensaient tout autrement. Ils ne voulaient pas être rangés avec les paysans. Il en résultait, aux séances des comitats, des scènes tumultueuses et maintes fois sanglantes, et la petite noblesse empêchait l'assemblée d'envoyer à la Diète des partisans de l'imposition. Deák et de nombreux membres du parti libéral

se trouvèrent ainsi exclus de la Diète. De cette manière, la majorité des députés se composait d'adversaires de l'égalité fiscale, et dès lors il devint évident qu'à moins d'une forte agitation et d'une violente pression extérieure la réforme ne pourrait se réaliser. A la « Haute-Table », le parti conservateur, sous un chef jeune et capable, le comte Georges APPONYI, avait la majorité.

En de pareilles circonstances, la seule question qui pût être réglée définitivement fut celle de la langue officielle de l'Etat hongrois, question sur laquelle il n'y avait aucune divergence de vues entre les partis et qui, sous l'influence des « Aufkläristes », avait été mise sur le tapis en 1790, pour être dorénavant l'objet d'une lutte presque incessante entre les Ordres et le gouvernement. Se servir des Slaves pour combattre la langue et la nationalité hongroises afin de centraliser la monarchie, était devenu à Vienne un principe de gouvernement. Les Ordres hongrois luttèrent en vain, pendant de longues années, pour que la langue hongroise fût substituée à la langue latine à tous les degrés de l'administration. Tandis que les aspirations nationales tchèques trouvaient toujours l'appui de KOLOWRAT, qui partageait le pouvoir avec METTERNICH, ce même homme d'Etat était pour les aspirations hongroises l'adversaire le plus violent. En favorisant les autres nationalités, en appliquant le principe « divide et impera », le gouvernement ne faisait qu'envenimer la question nationale. Par une conséquence naturelle des revendications libérales, le désir de voir la nationalité s'affirmer de la manière la plus libre, la langue nationale régner sans obstacle dans tout le domaine de la vie politique, devenait toujours plus ardent. Au temps de VÖRÖSMARTY, de PETŐFI et d'ARANY, personne ne pouvait contester pareil droit à la langue hongroise. Sur ce terrain, les Ordres arrachèrent, après 1830, des concessions au pouvoir central, et votèrent des lois qui faisaient du hongrois la langue des débats à la Diète, celle de tous les degrés de l'administration, de la justice, de l'instruction publique et de l'état-civil. Mais, en 1844, comme l'édifice des lois sur la langue hongroise allait enfin être couronné, il fallut vaincre non seulement la résistance du gouvernement mais encore celle

des députés croates, résistance dont le sentiment national était aussi l'origine. En assurant par la voie législative le libre développement de la nationalité hongroise, il fallut bien s'apercevoir que les frontières ethniques ne coïncidaient pas avec les frontières du pays et que la lutte engagée pour cette nationalité ne restait pas sans effet sur les autres peuples du royaume, inférieurs en culture, mais supérieurs en nombre.

L'évolution de l'Etat et de la société dans le sens libéral-démocratique, de 1840 à 1848, évolution qui était le fait de cinq millions de Hongrois, ne pouvait manquer de poser l'épineux problème, impossible à resserrer entre des barrières politiques et territoriales, du libre développement des autres éléments ethniques, représentés par huit millions d'habitants. Ce problème, en Hongrie pas plus qu'ailleurs, ne pouvait être résolu ni par des mesures violentes ni par l'octroi de privilèges ; et dans les diverses parties de l'Europe il ne fut réglé — pour un temps plus ou moins long — que par des conflits de plus en plus sanglants. Ce qui en Hongrie aggrava ce problème — que l'on devait principalement à l'occupation turque — ce fut la politique, fatale à l'unité territoriale, du gouvernement central et de la dynastie, qui croyaient que leur intérêt consistait à chercher parmi les habitants non-magyars un appui contre la population hongroise, obstacle à l'unité de la monarchie. Au temps du réveil national qui suivit le règne de Joseph II, les Serbes et les Roumains avaient été déjà soutenus par Vienne dans leurs revendications nationales, qu'avait fait naître en eux la situation privilégiée de leur Eglise. Une autorité centrale, la Chancellerie illyrienne, avait même été organisée en faveur des premiers. Au commencement du xix<sup>e</sup> siècle, l'agitation « panslave » éveille le sentiment national des Slovaques. Si l'on peut reconnaître dans ce mouvement l'œuvre d'agents de la Russie, il n'en est pas moins vrai que les Tchèques, dont la renaissance a commencé, voient dans le peuple frère l'objet d'une conquête nationale facile à réaliser et veulent faire de leur propre langue la langue littéraire des Slovaques. C'est dans le poème épique de Ján KOLLÁR, *Slávy dcéra* (1827), que les

visées panslaves revêtent pour la première fois une forme littéraire ; d'ailleurs, dès le début du mouvement, les Slovaques, sous la conduite de STÚR et HURBAN, voulurent maintenir à côté des Tchèques leurs particularités nationales.

La question croate, soulevée elle aussi par l'esprit de l'époque, fut beaucoup plus grave dans ses conséquences. La Croatie avait toujours eu, dans une certaine mesure, le caractère d'un Etat. Elle réglait ses affaires intérieures au moyen des lois votées par l'Assemblée de ses propres Ordres, d'où elle déléguait des députés à l'Assemblée des Ordres hongrois. Jusque vers 1830, abstraction faite de certains différends de nature religieuse causés par le caractère purement catholique de la Croatie, rien n'avait troublé les rapports entre ce pays et la mère-patrie. En 1830 encore, les trois comitats croates, Zagreb, Varaždin et Kőrös, donnaient à leurs députés des instructions tendant à ce que la langue hongroise fût introduite dans les écoles croates à titre de matière obligatoire. Le comitat de Zagreb jugeait même que les instituteurs ne pouvaient être employés dans ces écoles qu'à condition de savoir aussi le hongrois. Mais cet état d'esprit ne tarda pas à changer en Croatie à la suite de l'agitation à laquelle se livra Ljudevit GÁJ qui emprunta à Kollár l'idée « panslave » et la propagea au moyen de journaux et de périodiques. Cette littérature, qui transplantait en croate les idées de réformes de Széchenyi, provoqua le mouvement nationaliste croate, qui conquist dans la société une place de plus en plus large et dont l'« Illyrie » panslave, l'union des Slaves du sud habitant le triangle compris entre Scutari, Varna et Villach, fut l'idéal politique. L'appui moral et matériel que ce mouvement trouva auprès de Metternich et de la Cour contribua dans une grande mesure à le rendre encore plus fort. Dans le changement des relations de droit public unissant la Croatie à la Hongrie, Vienne croyait trouver le contrepois attendu à l'accroissement de forces de la nationalité hongroise. Grâce à l'appui du ban et des autorités locales, on réussit en peu de temps à briser le parti magyarophile, et dès la Diète de 1844 les instructions données aux députés croates leur enjoignaient de s'opposer au projet de loi favorisant la langue hon-

groise. La loi promulguée, qui au bout de six ans obligeait les Croates eux-mêmes à se servir de la langue hongroise à la Diète et rendait l'enseignement de cette langue obligatoire dans les écoles secondaires et supérieures de la Croatie, n'était pas seulement inapplicable : elle excita chez les Croates la haine la plus violente envers les Hongrois, en qui ils virent les plus grands ennemis de leur mouvement national. La duplicité de la politique de Vienne, qui accomplissait à Pest les vœux des nationalistes hongrois pendant qu'à Zagreb elle intimidait les magyarophiles, ne tarda pas à porter ses fruits.

Après la Diète de 1844, ce fut surtout dans le domaine économique, où les masses sont le plus accessibles, que Kossuth poursuivit la campagne qu'il menait pour les réformes. La crise économique était ressentie par toutes les classes de la population. A une adresse envoyée en 1844 par la « Basse-Table », qui dépeignait les graves conséquences de la politique douanière et réclamait un système de défense douanière conforme aux intérêts de l'industrie nationale, Vienne répondit par un refus. C'est pourquoi Kossuth voulut suppléer par l'association aux moyens politiques qui lui faisaient défaut. Avec l'appui de plusieurs partisans, il fonda une union défensive nationale dont le but était de seconder, en organisant le boycottage des produits autrichiens, le développement de l'industrie hongroise. En 1845, la société comptait déjà 138 affiliations, avec près de 100.000 membres. Mais le résultat fut médiocre, l'industrie autrichienne ne subit pas grand dommage. On ne saurait créer une industrie du jour au lendemain, et l'enthousiasme ne pouvait suppléer au capital ni à l'expérience. Mais le mouvement eut un grand effet sur la population et gagna entièrement aux aspirations nationales la bourgeoisie urbaine allemande, qui n'avait jamais eu à se réjouir de la politique commerciale du gouvernement viennois. D'autres fondations, comme la Société anonyme pour l'établissement de Fabriques, la Société Commerciale hongroise et la première Caisse d'épargne pestoise montrent combien avait crû l'intérêt du public.



Ce mouvement était l'expression des grands progrès du sentiment national, qui se manifestèrent aussi dans les discussions engagées par les partis au sujet des programmes politiques. Kossuth ayant quitté le *Pesti Hirlap* — à la suite d'une altercation avec son éditeur — ce journal, le plus répandu, tomba aux mains d'un groupe de politiciens qui, bien qu'appartenant sincèrement à l'opposition, n'étaient pas d'accord, sur certaines questions, avec Kossuth. Celui-ci, et avec lui la majorité du parti libéral, voulaient maintenir — abstraction faite des exigences fondamentales du libéralisme — l'autonomie du comitat, jugeant que, même avec un gouvernement parlementaire responsable, cette garantie si souvent éprouvée serait nécessaire à la défense de la constitution, bien qu'ils ne vissent pas clairement comment concilier ces deux exigences. Les centralistes, par contre, les politiciens les plus cultivés et les plus érudits, comme László SZALAY, le baron József EÖTVÖS, Antal CSENGERY et Ágost TREFORT, exposaient dans le *Pesti Hirlap* comment le régime parlementaire et l'autonomie du comitat s'excluent réciproquement, le gouvernement devant disposer du pouvoir exécutif.

Pour le gouvernement de Vienne, dont le chef, le chancelier Metternich, voyait enfin qu'on ne pouvait plus s'opposer en Hongrie aux changements qui allaient s'accomplir, la scission survenue dans l'opposition arrivait fort à propos, car il se proposait de diriger, à l'aide du parti conservateur, la reconstruction de l'Etat hongrois. Le comte Georges APPONYI devint chancelier de Hongrie; SZÉCHENYI, que l'agitation radicale à laquelle se livrait Kossuth éloignait de plus en plus de l'opposition, était à la tête du Département des communications, organisé dans le sein du Conseil de lieutenance. Le gouvernement ayant élaboré un programme de réformes qui comportait, une fois institués l'égalité fiscale et le monopole des tabacs — toutes choses existant déjà en Autriche — la suppression du cordon de douanes intérieures et la réalisation d'autres projets économiques, Széchenyi se crut obligé de soutenir le gouvernement. Dans son nouvel office, il commença la régularisation du cours de la Tisza (1846), par laquelle un immense territoire fut conquis à l'agriculture.

Afin de s'assurer la majorité à la Diète en se servant du gouvernement local dans les comitats dont les « főispán » (préfets) n'exerçaient que nominalemeut leur office et n'habitaient pas dans le comitat, le gouvernement nomma des « administrateurs » dont la tâche consistait à influencer l'opinion publique du comitat en corrompant la noblesse besogneuse ou même, s'il le fallait, en recourant à la violence, de manière que l'on élût des fonctionnaires fidèles au gouvernement et que l'on donnât aux députés des instructions conformes à la politique gouvernementale. Ces « administrateurs » fournissaient aux libéraux une excellente occasion pour se livrer à une agitation contre le gouvernement, agitation d'autant plus efficace que, comme le parti conservateur dans son programme publié en 1846, le gouvernement avait réservé son opinion sur les questions politiques les plus importantes, représentation du peuple, égalité devant la loi, etc. Le Comte Széchenyi prit de nouveau la plume dans l'intérêt du gouvernement et du parti conservateur. Dans ses *Politikai programmtörvények* (Fragments de programme politique, 1847), il voulut anéantir la popularité de Kossuth et opposer une digue à la marche de l'évolution politique, qui prenait une tournure de plus en plus dangereuse. Ce pamphlet constitue l'attaque la plus violente contre la politique et la personne de Kossuth, que Széchenyi adjure, avec l'expression de la passion et du désespoir, de cesser d'agiter le pays, faute de quoi il le rendrait responsable de la catastrophe qui ne manquerait pas de se produire.

Le seul effet de cet écrit sur l'opinion publique fut de resserrer plus étroitement l'union des libéraux. Ceux-ci chargèrent Deák de rédiger une déclaration ne contenant que ce qui pouvait se concilier avec les vues de chacune des fractions de l'opposition et n'exprimant leurs principes que d'une manière très circonspecte, et seulement sur les questions les plus importantes, comme l'abolition des redevances seigneuriales. Ils estimaient que dans les rapports entre l'Autriche et la Hongrie la confiance mutuelle n'était possible que si les provinces héréditaires elles-mêmes étaient dotées d'une constitution. Ces rapports ne pouvaient être réglés que

sur la base de la Pragmatique Sanction, et de telle sorte que les intérêts de la Hongrie ne pussent être subordonnés aux intérêts autrichiens.

#### BIBLIOGRAPHIE

Les citations de Gergely BERZEVICZY sont tirées de son ouvrage : *De commercio et industria Hungariae*. Leutschoviae 1797, p. 64. Une histoire politique de l'ère des réformes est : Mihály HORVÁTH, *Huszonöt év Magyarország történetéből* (Vingt-cinq années d'histoire hongroise) I-III, 3<sup>e</sup> édition, Budapest 1886. Le meilleur exposé du programme de Széchenyi est l'ouvrage de Gyula SZEKFÜ, *Három nemzedék* (Trois générations), qui traite l'histoire des cent dernières années, l'ère du libéralisme hongrois, 2<sup>e</sup> édition, Budapest 1922. Les plus importants ouvrages sur cette époque sont : István FRIEDREICH, *Gróf Széchenyi István élete* (Vie du comte Etienne Széchenyi) I-II, Budapest 1915 ; GRÜNWARD, *Az új Magyarország* (La nouvelle Hongrie), Budapest 1890 ; AKOS BEÖTHY, *A magyar államiság fejlődése, küzdelmei* (Le développement de l'Etat hongrois, les luttes qu'il a soutenues). I-II, Budapest 1900 ; Antoine SPRINGER, *Geschichte Oesterreichs seit dem Wiener Frieden* I-II, Leipzig 1863-1865. Sur les questions économiques et douanières : Gyula KAUTZ, *A nemzetgazdasági eszmék fejlődési története Magyarországon* (Histoire de l'évolution des idées sur l'économie politique en Hongrie), Pest 1868, et Rodolphe SIEGHARDT, *Zolltrennung und Zolleinheit, die Geschichte der österreichisch-ungarischen Zwischenzolllinie*, Vienne 1915 (cf. notre article dans *Századok*, 1915). Sur le rôle de Metternich à l'égard de la Hongrie, voir : WERTHEIMER, *Fürst Metternich und die Staatskonferenz*, Oesterr. Rundschau 1907 ; on trouvera des données nouvelles sur ce sujet chez Hans SCHLITZER, *Aus Oesterreichs Vormärz III*, Ungarn, Vienne 1920. Sur Széchenyi avant la révolution, voir : Lajos KOVÁCS, *Gróf Széchenyi István közéletének három utolsó éve 1846-48* (Les trois dernières années de la vie publique du comte Etienne Széchenyi, etc.), Budapest 1889. Sur le mouvement des nationalités en Hongrie : Gyula SZEKFÜ, *Adatok a magyar államnyelv kérdésének történetéhez 1790-1848*, Budapest 1926 ; sur la question croate : Gyula MISKOLCZY, *A horvát kérdés története* (Histoire de la question croate), Budapest 1927.

#### VIII. — LA RÉVOLUTION ET SES CONSÉQUENCES.

Tandis que dans les comitats libéraux et conservateurs s'efforçaient, au moyen d'une grande agitation, de s'assurer la majorité, mourait le populaire archiduc JOSEPH, presque hongrois de cœur, et qui depuis un demi-siècle revêtait la dignité de palatin. Le « vieux Rákóczi » — comme par dérision on le nommait à Vienne — s'était souvent entremis entre le gouvernement central et la nation..

Plus d'une fois Metternich et son entourage l'avaient soupçonné d'être en rapports avec l'opposition et avaient envoyé des mouchards pour épier chacun de ses pas. Dans la grande époque qui suivit la transformation politique, sa mort était une perte considérable. Pour élire un nouveau palatin et exécuter les projets de réformes gouvernementaux, on convoqua la Diète, à laquelle chacun des deux partis parut en nombre à peu près égal. Parmi les libéraux, c'était la tendance radicale qui l'emportait, sous la conduite de KOSSUTH. Au nombre des conservateurs appartenait SZÉCHENYI qui, pour contrebalancer l'activité de Kossuth, s'était fait élire aussi à la Basse-Table.

Le roi ouvrit la Diète le 12 novembre 1847 par un discours en langue hongroise qui provoqua un grand enthousiasme. Après que l'archiduc ETIENNE eut été élu palatin à la place de son père Joseph, la discussion qui s'engagea au sujet de la réponse à faire aux projets royaux prouva que, grâce à son talent oratoire, Kossuth dominait la Diète, qui jusqu'en février 1848 perdit son temps en débats interminables et oiseux.

La nouvelle des événements de Paris, de la fuite du roi-citoyen et de la proclamation de la république produisit sur les Ordres une impression profonde. Le 3 mars, après de violentes attaques contre le régime Metternich, Kossuth, qui prévoyait les conséquences de la révolution, réclama dans un discours entraînant l'égalité devant les charges publiques, l'abolition du servage, la représentation du peuple et, pour couronner ces réformes radicales, la nomination d'un gouvernement hongrois responsable au lieu des chancelleries d'Etat de Vienne, mais aussi une constitution pour l'Autriche, afin que les intérêts communs des deux pays pussent être défendus plus facilement. Une adresse en ce sens, votée à l'unanimité, fut portée au roi, à Vienne, par une députation conduite par le Palatin, l'archiduc ETIENNE. Après la victoire de la révolution à Vienne et la chute de Metternich, entraînant celle du Comte Georges APPONYI, il était impossible de ne pas accéder aux demandes hongroises. Sur la proposition du Palatin, Ferdinand nomma président du conseil le comte Louis BATHYÁNY, chef de l'opposition

à la Haute-Table, et invita la Diète à rédiger les lois désirées et à déterminer le ressort des nouveaux ministères en ayant égard aux obligations que la Pragmatique Sanction imposait au pays envers la monarchie. Afin que le mouvement radical de Pest qui, le 15 mars, s'était déjà avéré le maître de la rue, ne lui arrachât pas des mains la conduite des événements, et que l'agitation qui par tout le pays se manifestait parmi les paysans n'éclatât pas en une révolte ouverte, la Diète travailla fiévreusement aux lois nouvelles qui pendant un demi-siècle, après le compromis, formèrent la base du gouvernement constitutionnel, et réalisa en trois semaines le programme libéral que Széchenyi comptait exécuter au bout de plusieurs dizaines d'années d'évolution. Le roi, après avoir entendu ses conseillers, et malgré les multiples manifestations de répugnance de la « camarilla » et des conservateurs, nomma le nouveau ministère et, le 11 avril, ratifia les lois.

Le cabinet BATTHYÁNY comprenait pour ainsi dire toutes les nuances de la Diète, mais les modérés en formaient la partie prépondérante. A côté de DEÁK, SZÉCHENYI, EÖTVÖS, KLAUZÁL et du prince PÁL ESTERHÁZY, qui maintenait la relation avec la Cour, KOSSUTH, en qualité de ministre des finances, et Bertalan SZEMERE, ministre de l'intérieur, représentaient l'élément radical, et plus d'une fois, à cause d'eux, le Conseil fut la scène d'altercations passionnées ou d'animosités étouffées à grand'peine.

La nouvelle constitution, modelée sur celle de la Belgique, trahit sur plus d'un point la hâte avec laquelle elle fut élaborée. Le roi exerce le pouvoir exécutif par l'intermédiaire d'un ministère responsable ; sans le contre-seing des ministres ses dispositions n'ont aucune vigueur (art. 3). La Diète est convoquée annuellement à Pest, les membres en sont élus pour trois ans. Le roi a le droit de dissoudre la Diète avant ce terme, mais en pareil cas il est tenu de convoquer dans les trois mois une Diète nouvelle. La dissolution ne peut avoir lieu avant que le budget pour l'année suivante ne soit établi. La Diète se compose de deux Chambres : la Chambre des députés et la Chambre des magnats (art. 4).

Le droit de vote dépendait du cens, dont exemptaient les études dans les écoles secondaires et supérieures ; la connaissance de la langue hongroise était une condition de l'éligibilité (art. 5). Avec la loi électorale pour les comitats et les municipalités, de même que le cens électoral plus élevé exigé en Transylvanie (pays réuni à la Hongrie), telles étaient les mesures au moyen desquelles les Hongrois voulaient préserver le caractère national de leur nouvel Etat.

Les conquêtes libérales devinrent le bien commun de la population entière, sans distinction de nationalité ; mais, en raison de son radicalisme national, la législation de 48 négligea de fixer les droits des minorités nationales au point de vue de l'emploi des langues, croyant que la population hongroise (magyare), étant plus avancée en civilisation, pouvait à bon droit désirer que sa langue régnât sans conteste dans tous les domaines de la vie publique. Une autre faute, encore plus funeste, fut que l'on n'arrêtait pas législativement quels seraient, dans les nouvelles conditions de la vie publique, les rapports de la Hongrie avec les autres parties de la monarchie habsbourgeoise. Surtout on manqua de délimiter avec précision le ressort des Ministres des Finances et de la Guerre, ce que les milieux réactionnaires de Vienne ne tardèrent pas à mettre à profit. Mais le reproche que l'on a fait au premier ministère hongrois d'avoir voulu, sous l'influence de Kossuth, changer les rapports politiques de la Hongrie avec l'Autriche, est injustifié. Peu après son entrée en fonctions le ministère hongrois s'adressa au ministre PILLERSDORF, par l'intermédiaire du Prince ESTERHÁZY, en vue de déléguer une commission chargée de délibérer sur les affaires communes. Le délégué hongrois, Ferenc PULSZKY, engagea même les pourparlers, que l'on ajourna, du côté autrichien, jusqu'au moment où ils devinrent superflus par suite de la tournure que prirent les événements.

Mais la partie de la législation où se reconnaît le plus distinctement la marque d'un travail précipité est celle qui, principalement sous une pression étrangère, prépara la transformation radicale de la société et causa sans nécessité la ruine matérielle de la plus grande partie de la noblesse. La dîme et toutes les redevances féodales furent abolies (art. 9 et

13). La question du dédommagement à accorder aux seigneurs fut placée sous « l'égide de l'honneur national » mais dans le tourbillon révolutionnaire il ne fut même plus possible de la discuter. On décréta l'égalité devant l'impôt, on supprima le *jus aviticum* et l'on proclama, conformément au programme libéral, l'égalité de toutes les confessions et la liberté de la presse.

La Chambre des Députés élue en vertu de la nouvelle constitution présentait le même tableau que la dernière Assemblée des Ordres. La sage attitude que les classes privilégiées observèrent dans ces temps d'effervescence créa dans toutes les classes de la population hongroise une unité de sentiment dont l'importance apparut par la suite.

Il n'en fut pas de même chez les nationalités non-magyares, où se fit sentir l'effet de la politique perfide de la Cour, qui n'attendait que l'occasion favorable pour retirer la nouvelle constitution, à son avis imposée par la contrainte.

Afin d'atteindre ce but, quelques jours avant la nomination du ministère hongrois, elle fit nommer ban de Croatie et général commandant de la zone-frontière le populaire et magyrophobe JELLAČIĆ, pour qu'il y eût une puissance qui engageât le combat avec le gouvernement hongrois. C'est lui qui organisa l'attaque des Slaves du sud contre le nouvel Etat hongrois, en lutte avec les difficultés du début. Sous sa direction, la Diète croate décida la rupture complète avec la Hongrie et le rattachement direct à Vienne. A Karlovci, sous la conduite de leur métropolitain RAJAŠIĆ, les Serbes élurent un voïvode, exigèrent un statut territorial particulier et, renforcés de bandes venues de Serbie, se rallièrent à Jellačić, qui avait pris les armes contre l'Etat hongrois parce qu'il menaçait les intérêts de « l'ensemble de la Monarchie ». A leur tour, les Roumains de Transylvanie votèrent, au cours d'une assemblée qu'ils tinrent à Balázsfalva, des résolutions dangereuses pour l'unité de la Hongrie, et commencèrent bientôt une guerre d'extermination contre les propriétaires fonciers hongrois. Des officiers de l'empereur conduisaient ces troupes sauvages et les menaient au combat contre tout ce qui était hongrois. Au nord, enfin, ce dangereux anneau

était fermé par un soulèvement fomenté par des agitateurs slovaques panslaves.

Tout cela était l'œuvre de la Cour qui, à la vérité, reconnaissait ouvertement le cabinet BATTHYÁNY, mais en secret encourageait Jellačić à la lutte. Au centre des intrigues était l'énergique archiduchesse SOPHIE, femme de François-Charles et belle-sœur de Ferdinand, que dans l'intérêt de son fils François-Joseph, l'héritier présomptif du trône, suivaient dans sa politique le parti militaire, le prince WINDISCHGRETZ qui avait réprimé l'insurrection de Prague et disposait de nombreuses troupes, et RADEZKY, commandant les forces d'Italie, très populaire dans l'armée.

Pour éclaircir la situation, le gouvernement hongrois envoya BATTHYÁNY à Innsbruck, où l'on avait fait fuir l'empereur, pour qu'il fût entièrement soumis à l'influence de sa parenté. Le Président du Conseil réussit à obtenir du roi qu'il déposât le ban et se hâta d'en répandre la nouvelle, afin de s'assurer l'appui des officiers de l'empereur et de faciliter ainsi la position du gouvernement. Mais quelques jours après, JELLAČIĆ fut reçu avec distinction par la parenté immédiate de Ferdinand et son entourage, et encouragé au combat. En de pareilles circonstances, le ban n'était pas disposé à reconnaître sa destitution ; il refusa d'obéir au gouvernement hongrois.

L'influence de KOSSUTH, qui voyait qu'un conflit armé était inévitable, et avec la sienne celle des éléments radicaux, grandissaient de plus en plus dans le Conseil des ministres et dans le pays entier. Dans son *Hirlap*, il agitait violemment contre l'accord financier avec le gouvernement autrichien qui désirait que la Hongrie assumât une partie de la dette publique, bien que le Conseil des Ministres se fût déclaré prêt à déposer un projet de loi dans ce sens. Pour parer l'attaque de JELLAČIĆ, le gouvernement commença l'organisation de la « garde nationale » et demanda au commencement de juillet, afin que le pays et la constitution ne fussent pas une proie facile pour cette attaque injustifiée, l'autorisation de lever 200.000 soldats ainsi qu'un crédit de 48 millions que la Chambre des Députés vota au milieu d'un grand enthousiasme après un discours éloquent de Kossuth



(11 juillet 1848). Le roi refusa de ratifier cette loi : c'était rompre manifestement avec la nation et se prononcer pour JELLAČIĆ et les autres nationalités.

Les grandes victoires remportées par RADEZKY en Italie fournissaient à la *camarilla* le moyen de ne pas faire mystère de ses desseins, qui tendaient à restituer l'ensemble organique formé par la monarchie des Habsbourgs. Un décret royal, où le souverain exprimait sa haute satisfaction pour les services rendus par Jellačić, rétablit celui-ci dans ses fonctions, qu'en fait il n'avait jamais quittées. On s'imagine quel fut l'effet sur le public et les officiers hongrois, qui jusque-là n'avaient pu voir en Jellačić qu'un rebelle, insultant à la volonté manifeste du roi. Le ministère BATTHYÁNY démissionna. Ses membres modérés se retirèrent de la vie politique ; quant à SZÉCHENYI, qui avec sa passion et son exagération coutumières s'accusait lui-même, comme père et propagateur des idées de réformes, d'avoir poussé la nation au combat contre la dynastie, désespéré de la catastrophe qui frappait la Hongrie, il perdit la raison. Le Palatin, déjà tenu à l'écart, démissionna. KOSSUTH seul montrait une énergie inébranlable et en peu de temps il eut organisé le combat. A ses discours enflammés, les *honvéds* (défenseurs de la patrie) se rassemblaient par milliers, dans le bas-pays, — autour des drapeaux du roi de Hongrie, au nom duquel s'engageait la lutte. Celle-ci devint inévitable quand, à la grande consternation des milieux officiels, une foule surexcitée eut tué le comte LAMBERG, envoyé de Vienne à Pest pour commander les troupes hongroises (28 sept.). Vienne répondit en nommant Jellačić gouverneur et commandant en chef de l'armée entière. La Diète hongroise se trouva obligée de déclarer traîtres à la patrie Jellačić et tous ceux qui lui obéissaient et élut un « Comité de la Défense nationale » investi de pouvoirs extraordinaires et à la tête duquel fut placé Kossuth.

Les premiers succès de l'armée nationale, repoussant en territoire styrien Jellačić, qui avait pénétré en Transdanubie, encouragèrent les Hongrois. L'organisation de la lutte était favorisée par la révolution qui de nouveau venait d'éclater

à Vienne, où le peuple empêcha le départ des troupes envoyées au secours du ban et pendit à la lanterne le ministre de la guerre, LATOUR, qui en avait donné l'ordre (6 oct. 1848). La cour s'enfuit à Olmütz. Mais les troupes de Windischgrätz eurent vite raison de la résistance mal organisée des révolutionnaires viennois, au secours desquels les troupes hongroises, arrêtées par le camp de Jellačić, s'étaient vainement efforcées d'accourir. Après le plein succès remporté par eux en Autriche, le commandant en chef des armées impériales et le nouveau ministre SCHWARZENBERG étaient à même de battre les « rebelles » hongrois. Ferdinand et son frère François-Charles furent contraints d'abdiquer en faveur du fils de ce dernier, FRANÇOIS-JOSEPH (2 déc.), afin que le nouveau souverain, exempt des obligations attachées au serment du sacre, pût exécuter sans égard pour les lois d'avril « la transformation de la monarchie entière » et « l'éveiller à une vie nouvelle. » L'abdication de Ferdinand ayant eu lieu sans qu'elle fût consultée, la Diète hongroise ne la reconnut pas, et continua de le considérer comme le roi couronné. Pour donner plus de poids à la thèse autrichienne, WINDISCHGRÄTZ, que les troupes hongroises, encore mal exercées, étaient incapables d'arrêter, occupa la capitale (5 janv. 1849), après que le gouvernement révolutionnaire se fut réfugié à Debrecen ; il refusa de recevoir une députation de la Diète et exigea une reddition sans conditions.

La cause hongroise, qui déjà semblait désespérée, fut sauvée pour un temps par le talent militaire d'Arthur GÖRGEI qui, abandonnant avec son armée les bords du Danube pour se retirer en Haute-Hongrie, se joignit aux autres armées hongroises dans la vallée supérieure de la Tisza, pendant que les troupes impériales se consumaient dans l'inaction. Après une tentative malheureuse, l'armée hongroise fut forcée de se retirer derrière la Tisza, sur quoi le prince annonça à Olmütz que la révolution était complètement réprimée. Là-dessus, la Cour proclama une nouvelle constitution générale (4 mars 1849) selon laquelle la Hongrie aurait été, dans un empire uni et gouverné, comme jusqu'alors, par le pouvoir central, une province toute

pareille à la Croatie et Slavonie, à la « grande principauté transylvaine » rétablie et à la nouvelle « voïvodie » serbe, qui n'avait jamais existé auparavant et grâce à laquelle prenaient corps les projets sud-slaves des nouveaux venus de Serbie. Grâce aux victoires gagnées par GÖRGEI autour de Bude et de Pest, aux succès remportés par le général BEM, le héros polonais, en Transylvanie, d'où il balaya complètement l'ennemi, grâce enfin à la répression du mouvement serbe dans la Hongrie méridionale, le gouvernement de Kossuth fut momentanément le maître du pays entier. En réponse à la constitution de mars, Kossuth fit proclamer par la Diète à Debrecen, qui dans le feu de son enthousiasme était incapable de juger sainement la situation, la déchéance de la maison de Habsbourg (14 avril), bien que le victorieux général en chef dût particulièrement réprouver cette mesure, qui rendait impossible la réconciliation avec la dynastie.

Le régime de Kossuth fut de courte durée. Ne pouvant rappeler d'Italie les troupes de Radetzky, le gouvernement de Vienne demanda le secours du tzar NICOLAS I<sup>er</sup>, qui avait déjà promis au grand-père de François-Joseph l'appui de son armée pour le cas où des mouvements populaires menaceraient le régime absolutiste. Alors encore il craignait, si le succès de la révolution hongroise était durable, un soulèvement des Polonais, dont beaucoup combattaient sous les drapeaux hongrois. La reprise de Bude (21 mai 1849), malgré la vaillante résistance de Hentzi, marque pour l'armée nationale hongroise l'apogée de ses triomphes, après laquelle survinrent un prompt déclin, l'inéluctable désastre, un ennemi supérieur en nombre envahissant le pays de tous côtés, la retraite, les défaites et la capitulation de Világos (13 août 1849).

La vengeance de la dynastie et de la camarilla fut impitoyable et ignoble. A l'anniversaire de l'assassinat de Latour, l'infortuné Louis BATTHYÁNY paya de sa vie, avec d'autres patriotes, le crime de n'avoir pas voulu se faire, au temps où il était Président du Conseil, l'aveugle instrument de la duplicité politique de Vienne. A Arad, 13 généraux hongrois devinrent, de la main du bourreau, les martyrs de la guerre de l'indépendance. Les exécutions, les emprisonnements

furent innombrables. L'élite de la nation fut dans l'impossibilité de faire entendre sa voix. Ceux qui, Kossuth à leur tête, cherchèrent à l'étranger un refuge devant la sanglante vengeance de la Cour cessèrent de participer au cours de l'évolution historique. La Turquie fut la première à prendre sous sa protection les émigrés, qui se répandirent ensuite dans toutes les parties de l'Europe, où ne pouvait les atteindre la main de la réaction viennoise. La manière d'agir de la Cour n'était pas seulement impitoyable, elle était aussi impolitique. Dans de larges couches de la nation hongroise était déjà le germe de la méfiance : l'animosité et la haine développèrent ce germe à tel point qu'il en sortit un arbre puissant.

\*  
\* \*

Le principe fondamental d'où partirent le ministère SCHWARZENBERG et ses successeurs pour organiser le gouvernement du royaume ainsi subjugué était la « Verwirklichungstheorie », suivant laquelle, à la suite de leur « rébellion » et de la proclamation de l'indépendance, les Hongrois avaient perdu tous leurs titres aux droits historiques de leur pays. Seule la loi du vainqueur pouvait régner en Hongrie. Telle fut la base du régime d'Alexandre BACH, ministre de l'intérieur de l'Autriche, qui de révolutionnaire était devenu le plus fervent partisan de l'absolutisme. La sanglante dictature militaire de Haynau fit bientôt place à un gouvernement civil puis, en 1851, à celui de l'archiduc ALBRECHT. Le but avoué de la nouvelle administration était de fondre entièrement la Hongrie en une monarchie centralisée, soumise à tous les égards à un gouvernement unique et arbitraire. Pour atteindre plus facilement ce but, le pays fut démembré : la Transylvanie et la Croatie, cette dernière augmentée des comitats slaves (Szerém, Požega et Veróce), ainsi que du Muraköz et de Fiume devinrent, des lieutenances spéciales et le Banat de Temes fut même séparé du corps du pays, dont le territoire restant fut divisé en cinq districts gouvernementaux. Les « főispán » placés à la tête de ceux-ci recevaient directement leurs instructions du Ministre de l'Intérieur. La constitution de mars 1849 étant

elle-même abolie, on gouverna le pays au moyen de patentes impériales et de décrets ministériels ; toute garantie constitutionnelle ou même autonome cessa. Conformément au plan établi dès 1848 en vue de l'unification, on supprima la barrière douanière entre les provinces héréditaires et la Hongrie. Après que l'on eut introduit en Hongrie le monopole des tabacs, la loi sur le timbre ainsi que tout un système de contributions directes, d'impôts sur la consommation et de droits, la monarchie ne forma plus qu'un seul territoire douanier (1850). L'exécution des mesures législatives de 1848 au sujet de l'exemption de charges dont bénéficiait la propriété foncière et l'imposition générale de celle-ci, qui en était la conséquence, n'attendaient pour être réalisées que l'absolutisme. L'application en commença en 1853 et fut l'une des grandes causes de la ruine de la classe moyenne hongroise, la noblesse, principal facteur de la vie politique, car d'une part on fixa des indemnités beaucoup plus faibles dans les comitats où les moyens propriétaires nobles étaient le plus grand nombre et d'autre part l'indemnisation, n'ayant pas lieu d'un seul coup mais par termes, pouvait d'autant moins être consacrée à de grands investissements que les propriétaires touchaient des obligations qui ne pouvaient être négociées que bien au-dessous de leur valeur nominale. Pour mieux unifier l'administration, la langue allemande fut introduite dans les bureaux et les écoles. Les abus de la censure mirent fin à la liberté de la presse et les Eglises elles-mêmes ne furent pas à l'abri de l'arbitraire : l'autonomie des protestants aussi bien que l'indépendance de l'Eglise catholique furent l'objet d'une attaque ayant pour but de fondre dans l'unité de l'empire l'organisme ecclésiastique ; fruit d'un long développement historique et étroitement lié au droit public hongrois.

Malgré son administration en une langue étrangère, l'allemand, malgré une corruption sans mesure introduite dans tous les domaines par des fonctionnaires étrangers, pour la plupart tchèques et galiciens, ainsi qu'une tyrannie policière qui plus d'une fois jeta le ridicule sur ce régime, le gouvernement de Bach eut aussi un très bon effet : il unit tous les partis hongrois, toutes les confessions et même

toutes les nationalités non-magyares dans la haine de l'absolutisme. Le parti conservateur lui-même prit part à la lutte. Quelques-uns de ses membres s'étaient retirés de la vie politique pendant la révolution ; d'autres, maudissant Kossuth, s'étaient rangés ouvertement du côté de la Cour ; mais maintenant tous se proposaient pour but le rétablissement du régime constitutionnel de 1847. Leur programme politique était une large autonomie hongroise au sein de la monarchie commune, mais en premier lieu le rétablissement de l'autonomie du comitat. Germanisation et centralisation aliénèrent au gouvernement ses alliées du temps de la révolution, les nationalités. La Croatie elle-même, qui avait rendu de si grands services, perdit son autonomie : la Diète et l'autonomie départementale y furent supprimées et la langue allemande introduite tout comme en Hongrie. Il ne pouvait plus être question de réaliser les projets sud-slaves, de fonder un empire illyrien. En Transylvanie, le vœu des Roumains, qui auraient voulu une administration nationale dans une province les unissant tous, resta dans le domaine des utopies ; le gouvernement fit même arrêter, sans motif bien fondé, le héros national des Roumains, Avram JANCU, qui avait organisé et mené l'insurrection contre le gouvernement hongrois. Les Saxons de Transylvanie eux-mêmes perdirent leurs anciens privilèges et leur autonomie que rien n'avait troublés avant 1848.

S'il y avait des Hongrois qui avaient passé au service de l'absolutisme pour devenir des « hussards de Bach », la plus grande partie de la nation attendait dans une résistance passive la venue de temps meilleurs, suivant en cela l'exemple de François DEÁK, qui condamnait la contre-révolution de la Cour comme il avait condamné les mesures révolutionnaires de Kossuth, et vivait retiré sur ses terres. Après la chute de Kossuth, la popularité du modéré Deák grandit d'une manière inouïe. Chacun voyait en lui le représentant de la nation, celui qui, après tant de déceptions douloureuses, et grâce à une saine modération, devait trouver le moyen de sortir de cette effroyable crise. D'entre ses amis politiques, les membres les plus importants de l'an-

cien parti national libéral, il ne restait en Hongrie que le baron Joseph Eötvös et le baron Zsigmond KEMÉNY. Ce dernier ne tarda pas à exercer sur l'opinion publique une grande influence au moyen de son *Pesti Napló*, journal quotidien rédigé dans l'esprit de Deák.

Bien que l'administration eût à lutter en Hongrie avec des difficultés de plus en plus grandes, l'animosité de la nation croissant de jour en jour, bien que les grands impôts ne pussent être levés sans le secours de la force armée, bien que les excès de l'administration bureaucratique et les énormes dépenses de ce régime policier entraînaient la monarchie au bord de l'abîme financier, BACH eut l'audace, dans un ouvrage inspiré par lui et intitulé *Rückblick auf die jüngste Entwicklungsperiode Ungarns* (1857), de prétendre faire accroire à l'opinion étrangère, égarée — selon lui — par les émigrés, que son régime avait fait le bonheur de la population. Le comte Etienne SZÉCHENYI, qui avait cherché dans une maison de santé de Döbling, près de Vienne, un soulagement à ses maux et qui, sa santé rétablie, ne quitta plus cet asile, condamnait le régime de Bach avec toute la passion de son patriotisme ; dans un ouvrage paru sans nom d'auteur, à l'étranger, il répondit au *Rückblick* par une satire mordante. Avec une âpre ironie, le *Blick auf den anonymen Rückblick* flétrissait le ministre qui s'encensait ainsi lui-même ; en exposant à la risée publique le conseiller le plus intime de l'empereur, cet ouvrage contribua dans une grande mesure à la décision qu'il prit de se retirer sous le poids d'attaques qui se multipliaient de plus en plus, en même temps que les affaires de l'empire allaient de plus en plus mal. Széchenyi vécut assez pour voir la chute de son adversaire, mais son âme pleine d'angoisse pour le sort de sa patrie ne pouvait supporter les vexations de la police, qui épiait tous les gestes de l'auteur du *Blick* ainsi que de son entourage, et pour échapper à ces tortures morales il mit fin à ses jours (7 avril 1860).

La chute du régime de Bach et par contre-coup le faible allègement qui s'ensuivit dans le despotisme pesant sur la Hongrie furent provoqués par certains événements dans la politique extérieure. L'attitude observée par l'Autriche à

l'égard de la Russie au temps de la guerre de Crimée lui aliéna cette alliée, dont elle était l'obligée depuis 1849, et la politique dont elle ne s'écarta jamais dans la question d'Orient rendit à jamais impossible un nouveau rapprochement entre les deux empires, qui pendant un siècle avaient vécu en bons alliés. L'Autriche ne pouvant tolérer le protectorat russe sur les peuples orthodoxes des Balkans, l'inimitié était inévitable entre Vienne et Saint-Pétersbourg. D'autre part, l'oppression de l'Italie rendait impossible tout rapprochement avec la France, qui en 1859 accorda tout son appui à la Sardaigne en vue de la réalisation de l'unité italienne. NAPOLÉON III se mit aussi en relations avec le chef de l'émigration hongroise, KOSSUTH, qui déjà fit ses préparatifs pour fomentier une révolution en Hongrie avec l'assistance des Français. Mais les choses n'allèrent pas si loin. Après la victoire de Solférino, Napoléon, redoutant une attaque de la Prusse, conclut soudainement la paix avec l'Autriche qui, en raison de sa situation intérieure, était disposée à faire le sacrifice de la Lombardie. Désespérant de pouvoir réaliser ses projets de révolution, Kossuth se retira à Turin.

Après les défaites d'Italie, François-Joseph lui-même dut reconnaître que l'absolutisme ne pouvait être maintenu dans toute sa rigueur et qu'un gouvernement ne saurait poursuivre à l'extérieur une politique de grande envergure et qui pèse d'un grand poids quand il a sur ses derrières des sujets pleins d'animosité et d'exaspération. C'est pourquoi, après avoir renvoyé Bach, l'empereur se rapprocha du régime constitutionnel et, par l'acte d'octobre 1860, donna à ses Etats une constitution nouvelle suivant laquelle les affaires communes à tous les pays devaient être réglées par une assemblée centrale et uniforme où les assemblées provinciales enverraient un certain nombre de membres. Le gouvernement était dirigé par le ministère commun, à la tête duquel fut placé un libéral, SCHMERLING. Les anciennes magistratures furent rétablies en Hongrie, avec la Chancellerie, le Conseil de lieutenance, l'autonomie des comitats. Schmerling, qui voulait affermir la position de l'Autriche



en Allemagne pour compenser les pertes subies en Italie, avait besoin que la Hongrie envoyât ses députés à l'Assemblée commune, afin que la Monarchie habsbourgeoise pût entrer en totalité dans la Confédération des Etats allemands et y eût ainsi un plus grand poids. Mais du côté hongrois cette solution n'était pas acceptable, car elle ne signifiait pas autre chose que la réalisation, sous des formes constitutionnelles, de l'Etat unifié de Bach. La Hongrie ne pouvait renoncer à son antique constitution, et la nation entière, sous la conduite de Deák, le « sage de la patrie », s'en tenait au principe de la continuité juridique et souhaitait que l'on reconnût les lois de 1848, sur lesquelles l'Etat hongrois devait être édifié.

En 1861 la « patente de février » convoqua la Diète hongroise afin qu'elle délèguât 85 membres au parlement central de Vienne. Le résultat des élections fut loin de répondre à l'attente des conservateurs, occupant des fonctions de magistrature. On vit presque exclusivement à la Diète des députés partageant au sujet de la constitution le point de vue déjà connu. Personne ne voulait prendre part à l'Assemblée du Parlement central, et deux partis seulement se partageaient la Diète : le premier refusait d'engager des pourparlers avec le roi (qui n'était pas couronné), et voulait proclamer par la voie de *résolutions* les revendications du pays ; l'autre, dont Ferenc (François) DEÁK était le chef, se proposait d'envoyer une *adresse* au souverain pour lui faire connaître les vœux de la Hongrie. Quand on en vint aux voix, ce fut ce dernier parti qui l'emporta, et cette circonstance montre bien que la nation voulait éviter la rupture et chercher la base d'un accord. Dans l'adresse au roi, Deák exposait d'une manière convaincante comment la réconciliation de la Hongrie ne pouvait avoir lieu que sur la base de son antique constitution, et que les conditions en étaient la réunion au pays des parties qu'on en avait séparées, la reconnaissance des lois fondamentales, la nomination d'un ministère responsable devant la Diète et le couronnement du souverain. Dans sa réponse, l'empereur insista sur ce point que, dès avant 1848, la Hongrie n'était pas seulement unie à l'Autriche par la personne du souverain, et qu'en relâchant

ces liens les lois de 1848 avaient précipité la monarchie dans un grave péril. Là-dessus, Deák rédigea une nouvelle adresse où il déclarait que la nation était résolue à continuer à subir l'oppression plutôt qu'à renoncer à sa constitution. La Diète fut dissoute. SCHMERLING voulait attendre que la Hongrie se montrât plus souple et, afin de hâter la chose, il organisa de nouveau un gouvernement militaire et despotique : un « provisorium », comme il disait, car il ne voulait le maintenir que jusqu'à ce que le pays envoyât des députés au Parlement central. Le gouverneur de la Hongrie fut un général, la justice fut rendue par des cours martiales et la constitution des comitats fut suspendue. Les mesures prises par Schmerling ne menèrent pas au résultat désiré ; seule, la Diète de Transylvanie envoya quelques députés roumains et saxons (allemands) à Vienne, où les Croates et les Serbes eux-mêmes refusèrent de paraître. Schmerling n'en persista pas moins dans sa « Verwirkungstheorie », à laquelle un professeur de Vienne, LUSTKANDL, donna une base juridique dans un ouvrage intitulé *Das österreich-ungarische Staatsrecht*, suivant lequel la Hongrie n'a jamais constitué sous les Habsbourgs un Etat indépendant (1865). A l'encontre de cette théorie, Deák démontra dans ses *Adalékok a magyar közigazgatás* (Contributions au droit public hongrois) que — d'après la loi — la Hongrie a toujours été indépendante, même dans les questions militaires et de politique étrangère.

Mais la situation politique, extérieure empirant de plus en plus, la Cour ne tarda pas à se montrer plus conciliante. La situation devenait de plus en plus tendue entre l'Autriche et la Prusse par suite de la question de l'hégémonie allemande, BISMARCK était résolu, comme on pouvait le conclure de ses déclarations, à chercher sur le champ de bataille la solution de ce problème vieux de plusieurs générations. La guerre du Schleswig-Holstein (1864) où les deux rivaux luttèrent côte à côte, accrut encore leur antagonisme. Bon gré mal gré, François-Joseph dut tirer les conséquences de la situation : avec une Hongrie hostile dans le dos, l'Autriche était impuissante en Allemagne. Ce fut dans ces circonstances que Deák — encouragé par des personnes tenant de

près à la Cour — écrivit dans le *Pesti Napló* son fameux article de Pâques où il exposait que le rétablissement de la constitution n'excluait pas la communauté de certaines affaires et l'heureux développement de l'Autriche. Les tendances séparatistes de la Hongrie avaient toujours été provoquées par les mauvais conseillers du souverain qui voulaient que ce pays se fondît entièrement dans l'empire autrichien.

L'article de Pâques eut un grand retentissement, surtout quand Deák eut exposé dans un journal de Vienne quelles affaires de la vie publique il estimait communes et comment elles pourraient être réglées. François-Joseph résolut de se rapprocher de la Hongrie. Schmerling fut renversé, le chancelier hongrois fut Georges MAJLÁTH, qui était en relations avec Deák ; puis on convoqua la Diète, dont l'immense majorité reconnut Deák pour son chef. Les conservateurs étaient en petit nombre. Une grande partie des émigrés désiraient aussi la réconciliation et le « parti de 49 » avait perdu un grand nombre de ses fidèles, surtout depuis que le projet de Kossuth, — la réunion politique de la Hongrie avec les Etats danubiens, la « Confédération danubienne » — avait été publié. Mais de grands obstacles s'opposaient encore au compromis, car l'empereur ne voulait pas reconnaître les lois de 1848. D'autres difficultés étaient causées par la *camarilla* militaire, qui considérait encore la Hongrie comme un pays conquis, ainsi que par les ministres autrichiens, avec le comte BELCREDI à leur tête, qui étaient partisans d'une constitution fédéraliste et d'une monarchie unifiée. Ces difficultés furent résolues par la guerre avec la Prusse, en 1866. Avant le début des hostilités, Deák se hâta de soumettre à une commission de la Diète élue à cet effet un projet qu'il avait élaboré en commun avec le comte Jules ANDRÁSSY. Le désastre de Sadowa et l'exclusion de l'Autriche du *Bund* allemand accrurent considérablement les chances en faveur d'un accord. Au cours même de la guerre, François-Joseph appela à Vienne Deák, qui n'alla pas plus loin dans ses désirs que ce qui avait été fixé avant ces événements. Après de longues consultations, Deák et Andrassy réussirent à convaincre François-Joseph que le seul moyen d'assurer la tranquillité de la monarchie était une réforme de la cons-

titution dans le sens dualiste, chacune des parties gardant son indépendance. Un pas décisif fut fait par la nomination d'un ministère hongrois responsable, à la tête duquel était Jules ANDRÁSSY. Après la réunion de la Transylvanie à la mère-patrie, la Diète inscrivit parmi les lois l'abdication de Ferdinand V, accorda au souverain des droits plus étendus en ce qui concernait la dissolution de l'Assemblée et, après un puissant discours de Deák, elle vota le Compromis.

#### IX. — L'ÉPOQUE DU DUALISME.

L'accord de 1867, dont le couronnement de FRANÇOIS-JOSEPH (8 juin) marque la consommation, prétendait mettre fin à une lutte de trois siècles et demi dont l'origine était la domination de la dynastie sur des pays plus puissants que la Hongrie, et la conséquence le contraste entre les lois hongroises et l'état des choses existant. L'accord ne pouvait donc être qu'un compromis, il fallait compter avec les ressources et la puissance de la partie de la monarchie habsbourgeoise située au delà de la Lajta, en face de laquelle, ainsi que l'histoire l'avait prouvé si souvent, la nation hongroise avait vainement tenté de préserver sa pleine indépendance. L'œuvre de DEÁK et d'ANDRÁSSY, dont le point de départ était la Pragmatique Sanction, qui établit la communauté de souverain et l'obligation commune et mutuelle de la défense, en déduisait d'abord sous une forme déterminée les devoirs des deux Etats l'un envers l'autre, devoirs dont il désignait le mode d'exécution, complétant ainsi les lois de 1848 et, tout en respectant l'indépendance des deux pays, en arrêtait le régime qui les joignait, le dualisme, auquel François-Joseph, qui avait participé à sa création, resta fidèlement attaché jusqu'au bout, pendant un demi-siècle, si bien qu'il subsista jusqu'à la catastrophe finale qui démembra la monarchie. La loi XII de l'année 1867 déclare communes les affaires militaires et étrangères, en tant qu'instruments de la défense, ainsi que les affaires financières servant à pourvoir à celles-ci. Le souverain commun veille à la conduite et l'organisation intérieure de l'armée ;

l'offre de recrues destinées aux troupes qui doivent être complétées par la Hongrie, la fixation de la durée du service ainsi que l'établissement et le changement de l'organisation militaire, appartiennent aux attributions de l'Assemblée nationale. Les affaires communes sont confiées à des ministres communs qui, les Hongrois se refusant à établir un Parlement commun, sont responsables devant une Commission déléguée, suivant les lois de l'égalité la plus rigoureuse, par les Parlements des deux pays. Les « Délégations », qui se réunissent tous les ans, établissent le budget commun, prennent des décisions sur les propositions des ministres communs, ne communiquent entre elles que par écrit et ne siègent ensemble pour voter en commun que s'il leur est impossible autrement d'arriver à un accord. Une fois ratifiées, leurs décisions ont force de loi. Les Parlements de chacun des deux Etats n'envoyant que leurs membres les plus éminents aux Délégations, le niveau des débats de celles-ci était plus élevé que celui des séances parlementaires. La contribution des deux Etats aux dépenses communes est fixée de temps à autre par une commission spéciale déléguée par les deux Parlements et, si l'on n'arrive pas à un accord, c'est le souverain qui décide. Après de longs pourparlers, la *quote-part*, ainsi que l'on nomma la contribution aux dépenses communes, fut fixée pour la Hongrie à 30 %, mais portée successivement à 37 % dans les derniers temps du dualisme.

Mais le Compromis donna aussi une forme légale à d'autres aspects de la communauté, qui ne pouvaient être déduits de la Pragmatique Sanction: Considérant que ses intérêts s'accordaient avec ceux de l'Autriche, la Hongrie se déclara prête à conclure avec celle-ci, pour un temps déterminé, une alliance commerciale et douanière, à se concerter avec elle au sujet des traités de commerce communs avec les Etats étrangers, à s'entendre sur certaines questions ferroviaires et régler les impôts sur la consommation suivant des principes uniformes découlant de l'Union douanière. Une autre conséquence de celle-ci était l'uniformité du système et du taux de la monnaie, qui d'autre part avaient pour condition l'unité de direction, c'est-à-dire de

banque. La Banque Nationale Autrichienne, transformée en 1878 en Banque Austro-Hongroise, obtint le droit exclusif d'émettre des billets de banque et veilla à satisfaire aux besoins de crédit économique des deux Etats.

Dans les circonstances données, ce compromis était la meilleure solution possible, mais il ne pouvait satisfaire d'une manière durable aux exigences d'une nation en voie de développement, car les principales fonctions de la vie politique échappaient au droit de disposition exclusive de la nation. De par la nature même des choses, et malgré tous les soins de DEÁK, le régime dualiste faisait que chacun des deux Etats était intéressé dans les affaires intérieures de l'autre. Ainsi donc, tandis que pendant le demi-siècle suivant l'œuvre de Deák assura au pays la possibilité d'une évolution pacifique, puisqu'elle réglait les rapports des deux Etats gouvernés par un souverain commun et affermissait au dehors la puissance de la monarchie habsbourgeoise en ordonnant l'aménagement intérieur, — comme elle ne satisfaisait point parfaitement les aspirations à l'indépendance politique, elle laissait la voie ouverte à la mésintelligence entre les deux pays et aux conflits de droit public où se consuma pendant le demi-siècle suivant le meilleur de l'énergie nationale. Si le parti que dirigeait la puissante individualité de Deák assurait au compromis la majorité parlementaire, il ne satisfaisait pas les grandes classes de la population hongroise.

Dès le début, KOSSUTH accusa Deák d'avoir trahi les droits de la nation, dont il ne pouvait défendre à tout égard la pleine souveraineté, et le « Gouverneur » — dont les déclarations, venues de son lieu d'exil, accompagnaient toutes les manifestations de la vie politique hongroise — ne négligea, même par la suite, aucune occasion de chauffer les passions nationales contre la politique modérée dont Deák avait posé les fondements. L'opposition, qui se plaçait sur la base du droit public, et dont le programme était celui de Kossuth, était faible à l'origine. Mais, avec l'expansion du culte de Kossuth, les fatals événements de 1849 commençaient de tomber dans l'oubli. La nouvelle génération ces-

sait de voir en certains hommes la cause des malheurs de la nation et s'enthousiasmait uniquement pour la plénitude de l'indépendance nationale. L'opposition devint beaucoup plus forte, et précisément dans les régions purement hongroises-magyàres ; elle prit en 1884 le nom de « Parti de l'indépendance et de 48 ». Son programme l'empêchait *a priori* qu'elle pût parvenir au pouvoir d'une manière normale et supporter le fardeau de la responsabilité politique ; quant à une révolution, étant données les circonstances et les forces en présence, elle ne pouvait y songer ; elle ne pouvait d'ailleurs en avoir envie, pour peu qu'elle connût l'état d'esprit du pays et de ses électeurs. Ce parti politique qui, s'il ne voulait précipiter l'Etat dans une crise inextricable, ne pouvait souhaiter d'avoir pour lui la majorité, rendait très difficile le développement d'une vie parlementaire normale et, loin de pouvoir en faciliter la solution le moins du monde, il n'était à même, dans son irresponsabilité, que d'envenimer les différends entre la nation et la dynastie.

La Hongrie n'eut pas, pendant un demi-siècle de dualisme, un autre parti d'opposition capable de gouverner, abstraction faite de faibles fractions sans autres bases que l'autorité personnelle immense de leurs chefs : — qu'il nous suffise d'évoquer ici les grandes figures du comte Albert APPONYI et de Dezső SZILÁGYI. Ces partis qui se succédaient par intervalles et si leurs chefs trouvaient l'occasion de réussir, retournaient, faute de programme, au « parti de 67 », qui formait le gouvernement, ou bien au « parti de 48 », dont la politique était la négation, celle des anciens *kuruc*. C'est en de pareilles conditions que le premier de ces partis, nommé d'abord « parti Deák », puis, après la fusion, « parti libéral », et enfin, après un interrègne de tous les partis d'opposition coalisés révélant les conditions anormales de la vie politique, « parti du travail national », supporta le fardeau de plus en plus pesant que représentaient la défense du Compromis et la conciliation des intérêts dynastiques et autrichiens avec les prétentions hongroises à l'indépendance, qui croissaient de plus en plus avec l'essor intellectuel et économique de la nation. S'il ne voulait exposer le pays aux dures épreuves tant de fois

subies et entraver la voie du développement économique, qui depuis le Compromis prenait de puissantes proportions, il lui fallait par tous les moyens rester au pouvoir. Ses chefs, les Présidents du Conseil hongrois, devant concilier les intérêts dynastiques et l'état d'esprit public, de plus en plus exigeant, risquaient continuellement ou de perdre les bonnes grâces du souverain s'ils se faisaient les représentants des désirs nationaux qui, sous la pression des menées oppositionnelles, visaient à la pleine indépendance ou, en apportant trop de vigueur à la défense des institutions communes, de rendre impossible leur position parlementaire. Souvent une minorité infime les contraignait à s'éloigner.

Déjà le cabinet ANDRÁSSY et le parti de DEÁK eurent à sentir le poids de cette situation équivoque. L'opposition, le parti centre-gauche de Kálmán TISZA et de Kálmán GERICZY, s'appuyait sur l'état d'esprit général de la nation, lequel n'était pas satisfait du compromis, particulièrement dans la question de l'armée. Tisza avait déjà commencé d'utiliser les comitats comme porte-paroles de l'opposition, qui par la suite les considéra toujours comme les organes de la résistance nationale ; c'est pourquoi, à aucune condition, elle ne permit de réaliser l'étatisation, si souvent mentionnée et d'ailleurs réellement nécessaire, de l'administration publique, départementale ou urbaine. Le cabinet Andrassy, dont on attendait une nouvelle organisation du pays, fut déjà forcé de s'accommoder aux circonstances et, pour ne pas menacer le Compromis avec l'Autriche, de se contenter de demi-mesures dans le domaine des réformes.

Sa plus grande tâche, la réconciliation avec les nationalités non-magyares, lui non plus ne la résolut pas, et d'ailleurs il ne pouvait la résoudre avec succès. Et pourtant les événements de 1848 en avaient prouvé clairement l'importance. Il est vrai que les relations avec la Croatie, au point de vue du droit public, furent réglées, au prix d'un sacrifice territorial de la part de l'Etat hongrois qui, par esprit de conciliation, renonça aux comitats de Slavonie, mais à la longue le sentiment national croate en fut aussi peu satisfait que le gros du peuple hongrois l'avait été du Compromis



de Deák. L'autonomie dont la Croatie avait joui jusque là fut élargie, et sous des formes constitutionnelles. Avec sa Diète et son Gouvernement, à la tête duquel était placé le Ban, responsable devant le Gouvernement hongrois, il s'en fallait de peu qu'elle ne formât un Etat séparé. Elle était représentée au Parlement hongrois par une députation de 40 membres, mais qui ne prenait part aux débats que s'il s'agissait des affaires communes au sujet desquelles les décisions de l'Assemblée obligeaient aussi la Croatie-Slavonie.

Les nationalités non-magyares, qui depuis 1848 se considéraient comme des nations politiques de même rang que la nation hongroise-magyare, visaient à une situation analogue, au point de vue du droit public, à celle de la Croatie, et désiraient que les comitats fussent répartis suivant le principe national, afin d'arriver à une confédération. Dès 1861, les Roumains et les Slovaques formulèrent des vœux dans ce sens. Un fait rendait encore plus difficile la situation des gouvernements hongrois dans la question des nationalités : craignant que le dualisme ne mît en danger l'existence de la monarchie habsbourgeoise, certains milieux proches de la Cour, milieux militaires principalement, mais aussi différents partis autrichiens continuaient, même après le Compromis, la politique traditionnelle observée par le Gouvernement viennois avant la révolution, à l'égard des allogènes, et qui pensait affaiblir l'influence hongroise en soutenant les visées de ces derniers. L'organisation dualiste excluait la satisfaction de ces prétentions politiques. Celle-ci n'eût été possible qu'avec un système fédéral. Aussi certains milieux influents, et les grands seigneurs tchèques en premier lieu, s'efforçaient-ils d'arriver à la suppression du dualisme en cultivant les prétentions des nationalités non-magyares. Ils n'ont pas compris que l'irrédentisme, croissant sans cesse avec l'élévation du niveau de la culture des nationalités, amènerait forcément, en cas de tentative pour transformer l'Autriche-Hongrie en une fédération de peuples, l'anéantissement de la monarchie habsbourgeoise.

Le Compromis ne pouvait satisfaire celles-ci, mais la « loi des nationalités », création du parti de Deák (loi XLIV

de l'année 1868), qui garantissait à tout citoyen l'usage de sa langue nationale dans l'administration et devant la justice, en était aussi peu capable. La loi sur l'instruction publique promulguée la même année permettait à chacun de fonder des écoles et d'en déterminer la langue d'enseignement. Seul l'enseignement supérieur devait avoir lieu dans la langue de l'Etat, en hongrois. Mais les nationalités non-magyares demandaient l'emploi de la langue de la majorité, par comitat, dans tous les ressorts inférieurs de l'administration, le libre usage et l'entière égalité de leur langue jusque dans le Gouvernement central.

Or tandis que le progrès des nationalités non-magyares sur le terrain culturel et économique était assuré, les mouvements irrédentistes empêchaient l'exécution totale et rigoureuse de la loi de 1868 sur les nationalités. Vis-à-vis des tendances centrifuges, les gouvernements hongrois se virent obligés de défendre l'unité politique du pays, sans penser pourtant à la dénationalisation d'aucun citoyen de langue non-magyare.

Une attitude plutôt germanophile en 1870 et après la formation de l'empire allemand avait prédestiné ANDRÁSSY à diriger la politique extérieure de la monarchie. Son éloignement, ainsi que le grand âge de François DEÁK, eussent entraîné la ruine du parti de Deák et la crise de l'Etat, dont le Compromis avec l'Autriche et la mauvaise gestion économique avaient bouleversé le budget, si le parti de Kálmán TISZA, mieux organisé et disposant de plus de talents politiques, et qui s'appuyait sur la classe des moyens propriétaires, ne s'était basé sans réserve sur la plateforme du Compromis. Avec la « fusion » de 1875 commence l'époque du gouvernement de Kálmán TISZA, qui dura 15 années, et pendant laquelle s'affermirent l'œuvre du Compromis et le régime qui en était la suite. Ce ne fut qu'en exerçant, lui et son parti, la domination la plus sévère que Tisza put assurer pendant quinze ans une évolution pacifique et exempte de crises, malgré les aspirations à l'indépendance nationale qui se répandaient de plus en plus à mesure que disparaissait la génération de 48, éprouvée par tant de malheurs. Tous les moyens gouvernementaux et administratifs furent

mis au service du parti au pouvoir, qui récompensait de la manière la plus diverse, depuis les distinctions et promotions, témoignages de la faveur du souverain, jusqu'à l'octroi de bourses scolaires, les services des particuliers et des circonscriptions électorales. Comme c'étaient justement les grandes masses purement hongroises du bas-pays qui se rangeaient sous l'étendard du parti de l'indépendance et de 1848, les circonscriptions des territoires habités par les nationalités non-magyares comptant moins d'électeurs et étant ainsi plus faciles à influencer procuraient une forte majorité aux représentants du parti libéral, parmi lesquels Tisza savait maintenir une bonne discipline. La conséquence était que ces circonscriptions bénéficiaient des investissements dépendant du gouvernement dans une plus grande mesure que les régions purement hongroises et d'esprit *kuruc*, qui restaient ainsi plus arriérées que les autres au point de vue des institutions modernes, économiques ou intellectuelles. Cette politique de parti, qui garantissait à tout prix le Compromis avec l'Autriche, et d'ailleurs était imposée à Kálmán Tisza et à ses successeurs par la situation, ne contribua pas dans une faible mesure à élever le niveau économique des nationalités non-magyares, ainsi qu'à rendre possible et à fortifier parmi elles le développement d'une classe cultivée. D'autre part, le ministère Tisza avait déjà senti l'influence paralysante des difficultés de droit public qui découlaient de plus en plus des affaires communes. Le renouvellement du Compromis, en 1877, prouva que l'adversaire avec lequel le Gouvernement hongrois devait périodiquement engager des pourparlers n'était pas animé de bonnes dispositions. Mais les plus grandes excitations et l'exaspération des passions politiques hongroises furent occasionnées surtout par l'armée commune, qui ne laissa plus en paix l'opinion publique, une fraction du parti de l'indépendance étant prête, à tout moment, à causer au gouvernement des difficultés en formulant à ce propos des exigences populaires. Entre toutes les affaires communes, l'armée austro-hongroise était en effet celle que, grâce au service obligatoire, chacun avait l'occasion de connaître de sa propre expérience. Il devenait clair pour chacun que le nouvel ordre de

choses datant de 1867 se traduisait tout au plus, dans l'armée, par quelques changements extérieurs et d'une importance minime, mais que l'esprit en était resté le même. L'armée commune, à côté de laquelle, avec son équipement défectueux et l'absence de certaines armes — tout au moins jusqu'au développement qu'elle dut, après 1890, au baron Géza FEJÉRVÁRY — l'armée nationale hongroise (*honvédség*) jouait un rôle effacé, fut pendant toute notre époque une institution nettement anti-hongroise incarnant la vieille idée d'une Autriche centralisée. De par son éducation et sa composition, son corps d'officiers suivait avec une sympathie non dissimulée les visées fédératives des nationalités non-magyares de la Hongrie. Ses généraux, l'archiduc ALBRECHT à leur tête, qui pendant longtemps exerça sur l'armée plus d'influence que le souverain lui-même, n'étaient enclins à aucune espèce de concession envers le sentiment national et le souverain lui-même veillait avec une obstination extraordinaire à l'unité de son armée, comme de l'unique organe de la « monarchie commune » où il ne permettait pas de planter les germes de la « dissolution ». La langue en étant l'allemand et la conception politique proprement autrichienne, les fils des propriétaires hongrois ne pouvaient, comme cela se produisait ailleurs, entrer en foule dans le corps des officiers. L'opinion publique nationale voyait dans l'armée l'ennemie de l'Etat hongrois, rôle qu'elle avait joué dans le passé et auquel elle pouvait encore être appelée à l'avenir. Quel était l'antagonisme entre la nation et ses protecteurs jurés, c'est ce qui se manifesta pour la première fois, à la consternation générale, lorsque, le jour anniversaire de la prise de Bude et de la mort du général impérial Hentzi qui défendit la citadelle de Bude contre les Hongrois, JANSZKY, le commandant de la garnison de Budapest, couronna, après un discours solennel, la statue de ce soldat de l'Empereur (1886). On s'aperçut dès lors combien, entre la nation et la dynastie, la situation du Président du Conseil hongrois était difficile dans la question de l'armée. Kálmán Tisza ne trouva pas en haut lieu l'appui dont il aurait eu besoin en présence des procédés, outrageux pour la piété nationale, que s'étaient permis les officiers. Sa situation par-

lementaire devint ensuite impossible au milieu des scènes orageuses qui accompagnèrent bientôt les débats sur l'armée, quand, en échange du vote de recrues, l'opposition exigea d'abord que certaines concessions fussent accordées à la nation, et bien qu'en apparence ce ne fût pas là l'occasion immédiate de sa chute.

Au temps du gouvernement de Kálmán TISZA, la question des nationalités resta comme un feu qui couve sous la cendre. Si la politique étrangère d'Andrássy, dont l'axe était l'alliance allemande, imprima l'énergie nécessaire à l'action impérialiste dans les Balkans par l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine (1878) après la guerre turco-russe, elle fut absolument impropre à gagner les nationalités. L'occupation, qui ne réglait même pas définitivement la question, heurta l'opinion publique de la Hongrie et de la monarchie tout entière, à l'exception de celle des Croates, qui se sentaient rapprochés d'un pas de la réalisation de leurs rêves impérialistes. Depuis lors, les tendances au trialisme devinrent de plus en plus fortes et l'on assista au curieux spectacle d'un Benjamin KÁLLAY, le créateur de l'administration dans les provinces nouvellement occupées, soutenant plutôt les Serbes contre les aspirations croates et facilitant ainsi le développement économique et intellectuel de la nationalité qui, dans le mouvement irrédentiste, marchait toujours à la tête. Il est vrai qu'à cette époque la Serbie était, du fait de la dynastie des Obrenovitch, l'obligée de la monarchie, mais cette dépendance pesait aussi peu dans la balance, plus tard, lors de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine (1908), que l'amitié de la Roumanie pour la Triplice, laquelle amitié n'empêchait pas les milieux non officiels d'appuyer les menées irrédentistes des Roumains de Transylvanie. La « Ligue pour la Culture » (*Liga culturală*) employait même les finances de l'Etat roumain à l'entretien du mouvement des extrémistes roumains de Transylvanie, arrivés à la majorité depuis 1890, et qui ne jugeaient même pas nécessaire de traiter avec le Gouvernement hongrois, mais, se considérant une « nation constitutive » de la « monarchie », firent parvenir directement au souverain un *memorandum* exposant leur programme et leurs griefs. Le procès intenté à cette

occasion aux chefs du mouvement par le Gouvernement hongrois, par l'intermédiaire duquel leur adresse leur avait été retournée sans avoir été décachetée, donna à la *Ligue pour la Culture* l'occasion d'éveiller parmi les peuples latins, mais aussi dans l'opinion publique de l'Europe, l'intérêt pour les Roumains de Transylvanie. Des mesures vigoureuses, comme la dissolution du « Comité national » (1894) réduisirent les Roumains à la passivité, de sorte qu'à la fin du siècle passé un calme relatif régnait dans les relations des Hongrois avec eux.

L'activité politique du Parlement hongrois et des ministères qui suivirent celui de Kálmán Tisza fut absorbée par les luttes au sujet du droit public découlant de la communauté avec l'Autriche. La paix européenne, qui dura pendant une génération, fut employée par des politiciens sans aucun fond sérieux, non pas à de grandes créations nationales, mais à de mesquines disputes parlementaires, à l'empêchement, par toutes sortes de moyens, du fonctionnement normal du Parlement. Quant à la violence révolutionnaire et à la conquête, les armes à la main, de droits présumés, aucun de ces politiciens n'y songeait. Personne cependant ne pouvait croire que s'opposer aux nécessités normales de la vie de l'Etat fût le moyen d'arriver au but.

Si nous faisons abstraction des lois touchant la politique religieuse qui, dans ce pays habité par une population très divisée au point de vue confessionnel, avaient mis fin efficacement aux empiètements des Eglises, souvent dénoncés dès le temps du régime des Ordres, et qui ne purent être réalisées qu'une fois vaincue la résistance de la Cour et des Ordres supérieurs, nous aurons à mentionner tout au plus la réglementation du change, la stabilisation du cours des billets de banque à la parité de l'or — réforme dont aujourd'hui l'importance n'échappe à personne — comme autant de faits qui n'étaient pas destinés à faire face aux besoins journaliers de l'Etat selon les formes établies dans le Compromis. Ces deux réformes sont attachées au nom de Sándor WEKERLE qui d'abord, en qualité de ministre des finances de Kálmán Tisza, rétablit l'équilibre du budget, inconnu depuis

1870, et plus tard dirigea le pays comme Président du Conseil (1892-1894).

Le Millénaire, le millième anniversaire de la conquête du pays (1896), fut célébré par la population hongroise tout entière, en apparence du moins, au sein de la plus grande concorde avec son souverain. Sous l'effet d'une longue paix extérieure la nation s'était élevée à un degré de bien-être inconnu jusqu'alors ; mais en dépit de sa puissante floraison l'arbre de l'Etat hongrois était rongé par un ver intérieur. Tandis que le monarque vieillissant était incapable d'aucune initiative et considérait comme son devoir unique le maintien de l'ordre existant, la monarchie panachée des Habsbourgs accusait les signes d'une décomposition, que les pays étrangers et les voisins suivaient avec une attention vigilante. En Autriche, après la chute du ministère TAAFFE qui, en accordant des concessions aux Slaves, particulièrement aux Tchèques et aux Polonais, et en sacrifiant les intérêts allemands, avait, bien qu'au prix de forts cahots, fait avancer le « char de l'Etat » sur la route raboteuse du parlementarisme, il devint pour ainsi dire impossible de satisfaire par voie parlementaire aux besoins de l'Etat, et le gouvernement eut lieu — abstraction faite d'intermédiaires constitutionnels d'une courte durée — à la manière absolutiste, en appliquant le § 14 de la loi fondamentale autrichienne. La dislocation nationale s'étendait de plus en plus en Autriche ; non seulement les Tchèques et les Slovènes étaient les ennemis jurés du dualisme, mais il se forma jusqu'au centre du germanisme un parti, celui des chrétiens sociaux, organisé par LUEGER, qui attendait du fédéralisme la création d'une Grande-Autriche, avec l'appui des nationalités non-magyares de Hongrie, principalement des Croates et des Roumains. Ceux qui mettaient en œuvre toutes ces menées étaient les grands seigneurs féodaux germano-tchèques et leur ami politique, l'archiduc FRANÇOIS-FERDINAND devenu l'héritier présomptif du trône après la mort tragique (1889) du populaire RODOLPHE, qui était très hongrois de cœur.

Cette transformation, aux dépens du dualisme créé par

Deák, de la partie de la monarchie située au delà de la Leitha, mouvement très net et de plus en plus accentué et qui attendait sa victoire de la mort du vieux souverain, ne pouvait demeurer sans effet ni sur la situation politique hongroise, qui déjà ne permettait qu'au prix de difficultés considérables d'assurer les besoins de la communauté, ni sur les prétentions, qui se ranimaient et croissaient, des nationalités non-magyares de la Hongrie. Le culte de Kossuth, qui atteignit son apogée avec les funérailles du grand émigré (1894), le retour de son fils FRANÇOIS et sa tournée dans l'Alföld, gonfla également les voiles du Parti de l'indépendance. Mais le jeune Kossuth, qui devint le chef du parti, n'avait pas assez d'énergie pour le diriger, et plus d'une fois les rênes lui tombèrent des mains, mais il ne disposait pas non plus d'assez de talent ni d'expérience politiques pour atteindre des résultats importants, effectivement propres au développement national, au lieu de subordonner la politique de son parti à des points de vue de droit public. Ce fut du parti national, placé sous la conduite du comte Albert APPONYI et qui s'éloignait de plus en plus de la base de 67, que partit la question des conquêtes nationales, qui pendant les vingt dernières années domina la vie politique de la Hongrie. Ce ne fut qu'au prix de concessions de ce genre à l'opposition que l'on parvint à voter les dépenses normales de l'Etat et assurer une majorité conforme aux principes de 67. Le vote du budget, du contingent régulier de recrues, du moindre développement de la force armée, était noyé dans la mer de l'obstruction et des scandales parlementaires, alors que l'Europe s'armait fiévreusement en vue de la lutte des grandes puissances, lutte qui pouvait éclater tôt ou tard. La Hongrie eut mainte fois le spectacle de l'« ex-lex » (consistant entre autres à ne pas appeler les recrues) quand à l'extérieur la situation ne faisait qu'empirer, par suite de l'impuissance de la diplomatie austro-hongroise après le temps de Bismarck et d'Andrássy. D'autre part, l'attitude des chefs de l'armée n'était guère propre à tempérer les aspirations des partis de l'opposition. Grâce à l'agitation de l'opposition ainsi que d'une presse effrénée, l'avènement du hongrois comme langue du commande-



ment, la question des insignes militaires nationaux, et en un mot celle de l'armée indépendante hongroise occupèrent de plus en plus de place parmi les vœux politiques de la nation, auxquels se joignit ensuite celui de l'indépendance économique : territoire douanier autonome, banque nationale, et tantôt l'un tantôt l'autre entravait le fonctionnement du mécanisme de l'Etat.

Au Parlement, le règlement intérieur de la Chambre des Députés permettait à une infime minorité d'empêcher la réalisation des vœux de la majorité. La vigueur du baron Dezsó BÁNFFY, trop énergique vis-à-vis des nationalités, comme celle de Kálmán SZÉLL, maître dans l'art délicat de concilier pacifiquement les différends entre les partis, et ensuite celle du Comte KHUEN-HÉDERVÁRY s'épuisèrent en vaines escarmouches parlementaires.

Lorsque le comte István (Etienne) TISZA, le seul parmi les hommes politiques hongrois de marque qui fût convaincu de la nécessité du maintien immuable de la base posée en 1867 et qui vit avec anxiété le péril entraîné par le déclin de la vie politique du pays, voulut, pour sauvegarder la monarchie tout entière, assurer le fonctionnement normal du parlement en procédant par la violence à la révision du règlement intérieur de la Chambre des Députés, l'opinion publique, qui sous l'influence de la presse budapestoise se berçait exagérément dans l'illusion des prétentions oppositionnelles, lui refusa son appui, et quand les scandales où dégénéraient les événements parlementaires l'eurent forcé de faire dissoudre la Chambre (1905), pour la première fois depuis 1867 les élections donnèrent une majorité dont le programme ne reposait pas sur la base du Compromis.

Quand le Parti de l'indépendance et les partis rapprochés de celui-ci eurent conquis la majorité, on s'aperçut, ce qui pour des hommes politiques un peu clairvoyants ne pouvait guère être resté un secret, que pour transformer le dualisme, fondement du droit public en vigueur, il ne suffisait pas que l'une des deux nations en exprimât le désir. François-Joseph ne voulait rien céder non plus sur le point de vue où il s'était placé jusqu'alors dans l'intérêt de l'existence de la dynastie et de la monarchie : c'est d'ailleurs ce qu'il

exposa aux chefs des partis. De leur côté, ceux-ci ne pouvaient renoncer à leur programme, à moins de s'exposer eux-mêmes à l'accusation d'avoir été simplement à l'affût du pouvoir. Pour assurer la marche régulière du gouvernement, le roi choisit un soldat, le baron Géza FEJÉRVÁRY, homme sans détours et correct à tout égard (1905). On assista à cette situation bizarre : les partis coalisés, représentants des revendications nationales, organisant la résistance des comitats contre les mesures d'un gouvernement non-parlementaire, tout en sachant fort bien que ce n'était pas le moyen d'arriver au but. Cette lutte sans aucune chance de succès dura jusqu'à ce que le ministre de l'intérieur de ce cabinet Joseph KRISTÓFFY, se disposât, sur des encouragements venus de Vienne, à fonder parmi les nationalistes non-magyars et les ouvriers social-démocrates un groupement dont le programme comportait le suffrage universel et qui, à dater de ce temps, commença de jouer un rôle politique, bien que d'abord hors du parlement, et d'insister sur la nécessité de la réforme électorale en vue d'obtenir une influence politique. Grâce à cette politique, le Gouvernement réussit à ce que l'opposition coalisée abandonnât pour un temps ses revendications et, sous la conduite d'un homme politique hors parti mais attaché aux principes de 1867, Sándor WEKERLE, prit la direction des affaires (1906), afin de pourvoir d'une manière normale aux besoins de l'Etat. Il fallait bien qu'elle sentit enfin que les projets fédéralistes viennois, qui avançaient de plus en plus au premier plan à mesure que se gâtaient la situation politique et les rapports entre la dynastie et la Hongrie, ne pouvaient demeurer sans action sur les nationalités.

Les aspirations de ces dernières à l'indépendance, qui se poursuivaient parallèlement avec les conquêtes nationales, provoquèrent tout d'abord en Croatie un mouvement dont le parti — la coalition serbo-croate — d'abord soutenu par l'opposition hongroise en tant qu'opposition au gouvernement, alors attaché aux principes de 67, causa plus tard à ce même parti des difficultés insurmontables par son caractère national et indépendant. Les Roumains, sortis de nouveau,

en 1901, de la passivité politique, s'attachaient surtout à l'expansion économique et à la propagande à l'étranger, tandis qu'en Roumanie ils déployaient une agitation tendant à un changement de direction dans la politique étrangère, afin d'être prêts pour quand sonnerait l'heure de la grande épreuve entre la Russie et la monarchie austro-hongroise. A Prague, M. Thomas G. MASARYK professait la nécessité de l'union tchéco-slovaque et élevait parmi la jeune génération les champions de cette idée. La crise dont l'annexion de la Bosnie fut l'occasion, puis la guerre balkanique, qui augmenta considérablement la puissance militaire des petits Etats et leur confiance en eux-mêmes, développèrent dans une telle mesure les aspirations des nationalités non-magyares que toute perspective d'entente pacifique devint chose impossible.

Mais au milieu des disputes sur le droit public, la Hongrie méconnaissait la véritable situation politique où elle était engagée, en tant que membre de la monarchie habsbourgeoise, du fait de l'isolement de l'allié allemand et de la formation d'une vaste coalition, et continuait à se livrer aux lamentables luttes de parlement dans lesquelles elle se déchirait. Le gouvernement, conformément aux principes de 1867, du parti de l'indépendance et de 1848, depuis qu'il ne jouait plus le rôle de l'opposition, finit par se dissoudre, faute de discipline. Sous la conduite de Gyula JUSZU, un grand nombre de membres de ce parti, ne pouvant se résigner à un rôle incompatible avec la chasse à la popularité et qui ne leur permettait pas de jongler avec les grands mots, trouvèrent une nouvelle plate-forme politique et demandèrent une banque indépendante (1909). Le résultat fut la résurrection du parti fidèle au compromis de 67, auquel le pays, désabusé par la corruption et les quelques années de gouvernement de la coalition, assura dans le Parlement une majorité considérable. C'est en s'appuyant sur cette majorité qu'István TISZA, qui était le seul à voir combien la situation devenait de jour en jour plus menaçante pour la monarchie, voulut rétablir l'ordre dans l'Etat hongrois. En qualité de Président de la Chambre, puis de Président du Conseil (1913), il commença par mettre fin, avec sa forte poigne, à l'anarchie

parlementaire, sans se soucier des attaques passionnées, souvent insensées et criminelles, dirigées contre sa personne, convaincu qu'il était de l'importance de sa besogne. Puis il fit voter des lois visant au développement des forces militaires, car les leçons de la guerre balkanique ne permettaient aucun atermoiement à cet égard. Afin de s'assurer des alliés, l'opposition, qui cependant, quand elle était elle-même au pouvoir, n'avait pas su régler le problème du droit électoral, s'efforça constamment de s'en servir pour lui créer des difficultés.

La balle meurtrière qui mit fin aux jours de l'archiduc FRANÇOIS-FERDINAND (28 juin 1914) alluma enfin le grand incendie qui eut pour effet de rétablir en Hongrie la concorde la plus parfaite. Les partis politiques et l'opinion publique eurent soudainement conscience du fait que le sort même du pays était en question et qu'il s'agissait de savoir si les menées irrédentistes et destructrices entretenues par l'étranger aboutiraient à un résultat. Pour qui connaît les luttes parlementaires dont nous avons brièvement esquissé l'histoire, luttes dont l'armée était la première à souffrir, et se rappelle que, lorsque la guerre éclata, l'armée austro-hongroise n'était prête ni au point de vue des effectifs ni à celui de l'armement, et que la faute en était avant tout à ces dernières, il est superflu de prouver que personne en Hongrie ne voulait provoquer la guerre, et moins que tout autre le chef politique du pays à l'heure où les hostilités commencèrent : le comte István (Etienne) TISZA. C'est qu'en effet, même en cas de victoire, la nation hongroise n'avait rien à gagner dans une guerre. Dans l'esprit de tous les Hongrois, les frontières millénaires étaient à jamais fixées ; une visée impérialiste, une annexion — de quelque nature que ce fût — n'auraient fait qu'augmenter les difficultés causées depuis cent ans par la multiplicité des langues, ce legs de la domination turque. En dépit de toutes les protestations de la Serbie, de l'excitation entretenue par ce pays depuis de longues années et de l'attentat méthodiquement préparé de Serajevo, TISZA s'opposait résolument à des démarches politiques qui ne pouvaient man-

quer d'entraîner une guerre et ce ne fut que lorsqu'on l'eut convaincu, à Vienne, que « nous avions la corde au cou », comme il le dit dans une de ses lettres, et que la guerre éclaterait tôt ou tard, qu'il donna son consentement à la campagne de Serbie, à condition que la monarchie ne retirât de la guerre aucune conquête territoriale. Et c'est à ce principe qu'il resta attaché pendant tout le cours de la guerre, même quand la fortune des armes était favorable aux puissances centrales.

Autant il lui en avait coûté de donner son consentement aux démarches qui déclenchèrent les hostilités, autant il se dépensa dans la lutte, s'y consacrant corps et âme et mettant tout en œuvre pour tendre en vue de la victoire toutes les forces du pays.

C'est dans la vallée de la Marne, dans les champs abreuvés de sang de la France du Nord, et sous l'effort d'un blocus fatal à toute espèce de vie, que la destinée de la Hongrie s'accomplit, de même que la bonne fortune des peuples voisins qui l'ont déchirée. Survenue à la suite d'un complet épuisement, la défaite, en Hongrie comme dans les autres pays vaincus, entraîna la débâcle.

Le programme de droit public — la pleine autonomie et indépendance de la nation — s'est réalisé brusquement, au milieu de secousses qui ont balayé tout lien avec le passé : l'union avec l'Autriche et la dynastie qui en était l'essence. Après le grand bouleversement, les partis hongrois dont les racines plongeaient dans l'histoire de la Hongrie perdirent leur raison d'être ; car il était avéré dès alors que les luttes dans lesquelles ils s'étaient épuisés n'avaient pas eu pour objet des questions intéressant essentiellement la vie nationale. Il n'y eut plus, lors de la débâcle, qu'une seule formation politique dont le programme ne fût pas constitué par des questions de droit public et dont l'organisation fût restée intacte : la social-démocratie, transplantée en Hongrie, comme ailleurs, à la suite du capitalisme, mais restée à peu près étrangère par ses chefs et par sa culture et qui n'était capable que pour peu de temps de garder le pouvoir entre ses mains, car en raison des circonstances économiques elle ne pouvait prendre racine que dans une faible fraction du peuple

hongrois. Sous l'impression du démembrement territorial, la grande masse de la nation se cramponnait, comme un homme près de se noyer, à tout ce qui pouvait lui permettre un espoir de salut, depuis les soi-disant relations internationales des radicaux et des socialistes jusqu'à la résistance armée que l'on pouvait attendre de l'aide du bolchevisme international.

Les grandes proportions de la débâcle intérieure qui suivit la catastrophe militaire, les quelques mois, épuisants pour le pays, du règne de la « République du Peuple » du comte Michel KÁROLYI et, après la « dictature du prolétariat », c'est-à-dire le régime coalisé de la social-démocratie et du bolchevisme asiatique transplanté de Russie (21 mars-6 août 1919) et la réaction qui se produisit ensuite, l'occupation roumaine, qui tous occasionnèrent de grands ravages à la nation et satisfirent aux dépens des grandes masses les intérêts égoïstes de certains petits groupes — tout cela est, sinon explicable, du moins plus compréhensible pour qui connaît la complète décadence de la vie politique hongroise et les conditions sociales du pays à cette époque.

Pendant que le peuple hongrois passait par les bouleversements les plus terribles, la plus grande partie de son territoire, restée sans défense, devenait pour les voisins une proie facile. Avec une rigueur impitoyable, la paix de Trianon (1920) tira les conséquences de la défaite et fixa des conditions qui imposèrent à la Hongrie de plus lourds sacrifices qu'aux autres pays vaincus. D'un territoire de 282.870 kilomètres carrés, la Hongrie n'en conservait que 91.114, et d'une population dépassant 18 millions d'âmes elle était réduite à 8 millions. La Hongrie fut le seul des Etats vaincus auquel le Conseil Suprême, siégeant à Paris, enleva encore un morceau pour le donner à l'un de ses anciens alliés, à l'Autriche, — au nom de ce principe des nationalités qu'on perdait totalement de vue lorsqu'il s'agissait de la Hongrie. Des 10 millions d'hommes représentant la population magyare, près d'un tiers passa sous une domination étrangère, car, sous des prétextes fallacieux, tantôt d'ordre stratégique, tantôt d'ordre économique ou autre, l'appétit des Etats voisins

aboutit à un tracé de frontières tel qu'on en chercherait vainement un autre exemple dans l'histoire de l'Europe. Le peuple hongrois se trouve, depuis Trianon, en présence de problèmes beaucoup plus graves que tous les précédents. Ce n'est plus seulement en Hongrie où, à l'exception de quelques faibles îlots constitués par des Allemands et des Slovaques, la population est purement hongroise, que se poursuit la vie nationale, mais encore dans les pays environnants, dans lesquels la volonté des vainqueurs a incorporé une bonne part de la population hongroise, sans considérer qu'elle soumettait un peuple de culture supérieure et de culture occidentale à des Etats de traditions différentes, pour la plupart. Le sort de ces parties détachées de la Hongrie ne saurait être indifférent au peuple hongrois, le maintien ou la perte de leur nationalité intéresse la Hongrie mutilée de la manière la plus directe.

Les quelques années écoulées depuis la conclusion de la paix ont déjà montré que les minorités hongroises sont traitées dans les nouveaux Etats tout autrement que les sujets de langue non-hongroise ne l'étaient dans l'ancienne Hongrie. Le but que se proposent les nouveaux Etats, et qui se manifeste à chaque occasion, est l'anéantissement économique de la population hongroise et sa lente absorption culturelle et linguistique. Le principal moyen dont se sert cette politique est la réforme agraire, exécutée sous un prétexte social mais toujours mise au service du nationalisme et qui enlève la terre aux Hongrois dans le dessein de les ruiner. Dans le domaine de la culture, la tactique suivie par les nouveaux maîtres consiste à isoler les minorités de la masse du peuple hongrois et empêcher graduellement l'enseignement de la langue maternelle. Tandis que les gouvernements hongrois accordaient aux institutions ecclésiastiques et scolaires les plus diverses appartenant aux nationalités des subventions très considérables, les Etats successeurs mettent des entraves à la vie culturelle des minorités.

Mais les problèmes intérieurs sont aussi les conséquences de la mutilation du pays. La Hongrie, qui dans le domaine économique formait auparavant une unité organique, a

perdu par le traité de paix la plus grande partie des matières premières nécessaires à son industrie. Elle se voit forcée aujourd'hui d'importer en grandes quantités des marchandises comme le bois et le sel, dont elle faisait auparavant une grande exportation, et d'autre part les régions montagneuses de la Haute-Hongrie et de la Transylvanie, qui constituaient autrefois pour ses produits agricoles le marché le plus sûr, lui furent enlevées. Dans ces conditions, l'agriculture hongroise se trouve dans une situation critique. Un grave problème social s'ajoute encore à tant de difficultés : celui de la classe intellectuelle hongroise. Les nouveaux Etats ont expulsé plusieurs milliers d'intellectuels hongrois qu'après le bouleversement des conditions économiques et sociales, avec le surcroît d'intellectuels qu'il comptait déjà, le pays mutilé est incapable de nourrir.

Les graves problèmes de la Hongrie nouvelle projettent déjà leur ombre sur l'histoire des temps à venir.

## BIBLIOGRAPHIE

Sur la révolution, voir Mihály HORVÁTH, *Magyarország függetlenségi harcának története* (Histoire de la guerre de l'indépendance hongroise), I-III, 2<sup>e</sup> édition, Pest 1871-72 ; Ervin SZABÓ, *Társadalmi és pártharcok a 48-49-es magyar forradalomban* (Les luttes sociales et de partis dans la révolution hongroise de 48-49), Bécs, 1921 ; Arthur GÖRGEY, *Mein Leben und mein Wirken in Ungarn in den Jahren 1848-49*, Leipzig, 1852 ; baron Jos. Alex. von HELFERT, *Der ungarische Winterfeldzug und die oktroyierte Verfassung, 1848 bis März 1849*, Prag, 1886 ; Hans SCHLITZER, *Versäumte Gelegenheiten, Die oktroyierte Verfassung v. 4. März 1849*, Vienne, 1920.

Sur l'absolutisme, voir : Walter ROGGE, *Oesterreich von Világos bis zur Gegenwart*, I-III, Leipzig, 1872-1873 ; Henri FRIEDJUNG, *Oesterreich von 1848 bis 1860* (L'Autriche de 1848 à 1860), I-II, Stuttgart, 1908 ; Albert BERZEVICZY, *Az abszolútizmus kora Magyarországon*. (L'ère absolutiste en Hongrie), I-II, Budapest, 1922, un chapitre publié dans la *Revue des Etudes hongr.* (1926) : *L'Emigration hongroise et la Campagne d'Italie en 1859* ; Árpád KÁROLYI, *Gróf Széchenyi István döblingi irodalmi hagyatéka* (Les écrits posthumes du comte Etienne Széchenyi trouvés à Döbling), I-II, Budapest, 1921-1922, dans l'introduction du tome I<sup>er</sup> ; *Szögyény-Marich László Emlékiratai* (Mémoires de László Szögyény-Marich), I-III, Budapest, 1908-1918. Sur l'émigration, voir : Louis KOSSUTH, *Irataim az emigrációból* (Mes écrits pendant l'émigration) I-X, Budapest 1881-1904, une édition française en a paru en un volume : *Souvenirs et écrits de mon exil*. Période de la guerre d'Italie. Paris, 1880. Sur le compromis et ses antécédents, voir : Edouard WERTHEIMER, *Graf Julius Andrássy*, I-III,



Stuttgart, 1910-13, ouvrage qui naturellement embrasse aussi son activité comme Ministre des Affaires Etrangères de l'Autriche-Hongrie : MANÓ KÓNYI, *Deák Ferenc beszédei* (Discours de François Deák), I-VI, 2<sup>e</sup> édition, Budapest, 1903. Sur les rapports austro-hongrois au point de vue du droit public, voir : LUSTKANDL, *Das ungarisch-österreichische Staatsrecht*, Vienne 1863 ; François DEÁK, *Ein Beitrag zum ungarischen Staatsrecht*, Pest 1865 ; comte Jules ANDRÁSSY [fils], *A magyar állam jennmaradásának és alkotmányos szabadságának okai* (Les causes de la survivance et de la liberté constitutionnelle de l'Etat hongrois), I-II, Budapest, 1901 ; Louis EISENMANN, *Le compromis austro-hongrois de 1867*, Paris, 1901 ; Harald STEINACKER, *Zur Frage der rechtlichen Natur der öst.-ung. Gesamtmonarchie*, Vienne, 1910 ; comte Albert APPONYI, *Die rechtliche Natur der Beziehungen zwischen Oesterreich und Ungarn*, Vienne 1910. Le plus récent ouvrage traitant sur la base historique la question de la constitution est celui de Joseph REDLICH, *Das österreichische Staats- und Reichsproblem*, I-II, Leipzig, 1920. Une vue rapide de l'histoire de la constitution hongroise : C<sup>te</sup> A. Apponyi, *L'évolution constitutionnelle de la Hongrie*. Budapest, [1927].

Sur l'époque du dualisme voir : Karl-Maria KERTBENY, *Ungarns Männer der Zeit, Biographien und Charakteristiken hervorragender Persönlichkeiten*, Leipzig, 1872 ; Imre HALÁSZ, *Egy letűnt nemzedék* (Une génération disparue), Budapest, 1911 ; Comte Albert APPONYI, *Emlékirataim* (Mémoires), I, Budapest, 1922 ; discours de Dezső SZILÁGYI, publiés par Gyula Fayer, I-III, Budapest, 1910 ; Kossuth *Ferenc harminc politikai beszéde* (Trente discours politiques de Ferenc Kossuth), publiés par Móric Szatmári, Budapest, 1906.

Sur la situation des partis, voir : Gy. SZEKFC, *Három nemzedék* (Trois générations) 1920 ; sur la question des nationalités non-magyares, voir : Benedek JANCsó, *A román nemzetiségi törekvések története és jelen állapota* (Histoire et état actuel des aspirations de la nationalité roumaine), I-II, Budapest, 1896-1899, et *A román irredentista mozgalmak története* (Histoire des mouvements irrédentistes roumains), Budapest, 1920 ; SCORUS VIATOR, *Racial problems in Hungary*, London, 1908, *Absolutismus in Kroatien* (L'absolutisme en Croatie), Vienne, 1909. — Sur l'activité financière de Wekerle, voir : Sándor MATLEKOVITS, *Wekerle Sándor emlékezele* (A la mémoire de Wekerle), Budapest, 1922. Sur l'ère du Gouv<sup>t</sup> Fejérváry, voir : Bertalan LÁNYI, *A Fejérváry-Kormány* (Le ministère Fejérváry), Budapest, 1909 ; et L. MANGOLD, *Zur Geschichte des Kabinetts Fejérváry*, Leipzig, 1909. Sur la guerre mondiale et ses préliminaires politiques : Bertrand AUERBACH, *L'Autriche et la Hongrie pendant la guerre*, Paris, 1925, ouvrage quelque peu tendancieux (voir compte-rendu *Revue des Etudes hongroises*, 1927, pp. 400-6) ; et André de HEVESY, *L'agonie d'un empire. l'Autriche-Hongrie*, Paris, 1923. — Sur le bolchévisme en Hongrie voir deux ouvrages, tous deux plus littéraires qu'historiques : J.-J. THARAUD, *Quand Israël est roi*, Paris, 1920 et Cécile TORMAY, *Le livre proscrit*, Paris, 1925. Sur l'idéologie du régime Károlyi lire : Jules NYIRI, *Ce que fut la Révolution d'octobre 1918 en Hongrie*, Paris, 1926. — Les ouvrages du Comte István TISZA sont en cours de publication dans l'édition de l'Académie Hongroise : *Gr. Tisza István összes munkái*. Ont déjà paru quatre volumes de correspondances (Budapest, vol. I-IV de la série II.)

Sur la question juive, voir : Alajos Kovács, *A zsidóság térfoglalása Magyarországon* (L'expansion juive en Hongrie), Budapest, 1922 ; sur la

situation après Trianon, voir : Ladislas BUDAY, *La Hongrie après le traité de Trianon*, Paris, Roustan, 1922, exposé objectif de la situation économique.

Sur la question des minorités et leur situation, voir : Zoltán BARANYAI, *A kisebbségi jogok védelmének kézikönyve*, II<sup>e</sup> éd. Berlin, 1925 ; sur la situation de la minorité hongroise en Roumanie, lire l'ouvrage fondamental de Zsombor Szász, *The minorities in Roumanian Transylvania*. London, 1927. — Sur les minorités hongroises en général : Lockhart, *Seeds of war*. 2<sup>e</sup> éd. London, 1926.

(Institut historique hongrois à Vienne).

FERENC ECKHART.

---